

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

UNE ÉTUDE MENÉE PAR LE CNESE La protection sociale des enfants à l'épreuve

Lire l'article de A.Z. page 3



Le monoxyde de carbone fait 4 nouvelles victimes



PROJETS INTÉGRÉS DE PHOSPHATE ET MINE DE FER DE GARA DJEBILET Concertations entre deux ministères

Lire l'article de R.N. page 2

CULTURE



Patrick Bruel au **Le Quotidien**
**«L'Algérie ne
m'a jamais
refusé une
demande
d'entrée
au pays»**

Propos recueillis par Houari Saaïdia

P. 10

DIMANCHE 05 FÉVRIER 2023 - 14 RAJAB 1444 - N° 8578 -
PRIX ALGÉRIE : 30 DA - ISSN 1111-2166

CHAN 2022 : LE SÉNÉGAL REMPORE LE TROPHÉE Les Verts échouent en finale



La sélection sénégalaise des joueurs locaux a remporté la 7e édition du Championnat d'Afrique des nations de football CHAN 2022, en s'imposant devant l'Algérie au bout de la séance des tirs au but (5-4), (temps réglementaire et prolongation : (0-0), en finale disputée samedi soir au stade Nelson-Mandela de Baraki (Alger).

Les Verts avaient la victoire au bout des crampons, mais Mahious a raté complètement le tir au but décisif, offrant l'occasion aux Sénégalais de revenir dans la course avant de faire la différence et remporter le CHAN pour la première fois de leur histoire.

Ce succès du Sénégal intervient après la consécration de l'équipe première lors de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 au Cameroun.

**PATRICE MOTSEPE,
PRÉSIDENT DE LA CAF
«l'Algérie a réussi
son pari en matière
d'organisation»**

P. 12



Notre supplément AUTOUR DU MONDE

Avec la
collaboration de

P. 8 à 9



Hausse des taux d'intérêt, la
souffrance sans les résultats



PAR JOSEPH
E. STIGLITZ

Lauréat du prix Nobel d'économie,
est professeur à l'Université
de Columbia



PAR VERA SONGWE¹, NICHOLAS STERN²
ET AMAR BHATTACHARYA³

1- Sous-secrétaire général des Nations Unies
2- Ex-économiste en chef de la Banque mondiale
3- Professeur invité praticien à l'Institut Grantham

L'enjeu mondial du financement
de l'action climatique

Projets intégrés de phosphate et mine de fer de Gara Djebilet Concertations entre deux ministères

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, accompagné du ministre des Travaux publics, Lakhdar Rakhrourkh, a présidé samedi, au siège du ministère de l'Energie et des Mines, une réunion de coordination entre les deux secteurs.



R.N.

La réunion a porté sur des projets d'aménagements et d'infrastructures liées au projet intégré de phosphate à Blad al-Hadba (wilaya de Tébessa) et au projet d'exploitation de la mine de fer de Gara Djebilet (wilaya de Tindouf).

La réunion s'est déroulée en présence des PDG du Groupe Industriel Minier Manadjim El Djazair «MANAL», du Groupe Asmidal, et de la Société Nationale du Fer et de l'Acier (FERAAL). Etaient également présents le Directeur Général de l'Agence Nationale d'Etudes et de Suivi de la Réalisation des Investissements Ferroviaires «ANESRIF», et des cadres des deux ministères.

Au cours de cette rencontre, une présentation a été faite sur le Projet intégré phosphate (PPI), considéré comme le premier projet intégré en Algérie dans le domaine de l'exploitation minière et de la production d'engrais, qui comprendra le développement et l'exploitation de la mine de phosphate de Bilad al-Hadba dans la ré-

gion de Jebel El Onk dans la wilaya de Tébessa, ainsi que la transformation chimique du phosphate à Oued El Kebrit dans la wilaya de Souk Ahras, en plus des installations portuaires dédiées situées dans le port d'Annaba. Les discussions ont porté sur les dossiers du transport ferroviaire, sa réhabilitation et son développement, ainsi que l'approvisionnement en eau nécessaire et autres sujets, ajoute la même source.

Par ailleurs, une présentation a également été faite sur les projets d'infrastructures liées au projet d'exploitation de la mine de fer de Gara Djebilet, notamment en ce qui concerne la base industrielle qui sera implantée au niveau de la wilaya de Béchar, qui entreprendra le processus de traitement et de transformation du minerai de fer de Gara Djebilet en produits semi-finis. Ont été également évoqués la réalisation du projet de prolongement de la ligne ferroviaire reliant la mine de Gara Djebilet et la wilaya de Béchar, et les différentes étapes d'investissement de ce projet stratégique et ses exigences d'infrastructures et de d'approvisionnement en eau.

Gestion locale Les élus du FLN appellés à asseoir une nouvelle approche

Le Secrétaire général (SG) du parti du Front de libération nationale (FLN), Abou El Fadhl Baâdji, a invité samedi à Alger les élus des assemblées populaires de wilayas (APW) à asseoir une nouvelle approche dans la gestion locale en vue de contribuer de façon efficace au développement et à l'accompagnement des efforts de l'Etat en la matière.

Lors d'une réunion au siège du parti avec les présidents des APW affiliés au parti, M. Baâdji a estimé que la mission de ceux-ci "doit dépasser, au vu du bilan important réalisé par l'Algérie ces trois dernières années, le cadre traditionnel en instaurant une nouvelle approche permettant de placer le développement local au cœur de la politique économique du pays".

Pour ce faire, ajoute-t-il, les élus locaux sont appelés à "jouer un rôle pivot dans l'accompagnement des efforts de l'Etat visant à consacrer l'Etat de droit et garantir l'équité sociale, en formulant des pro-

positions et en initiant des projets de développement qui répondent aux aspirations des citoyens".

Le SG du FLN a salué, à cette occasion, le lancement du chantier de révision des codes communal et de wilaya, dans la perspective d'assurer l'équilibre entre pouvoirs et fixer les prérogatives des élus locaux, ce qui permettra, dira-t-il, de "renforcer la décentralisation, créer de nouvelles ressources de financement et relancer une dynamique de développement réelle et durable".

Le Secrétaire général du parti du FLN a salué l'attachement de l'Algérie à ses positions de principe, notamment son soutien inconditionnel aux causes palestinienne et sahraouie, réaffirmant son appui aux positions et décisions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour "la préservation de la souveraineté nationale et des intérêts du pays et du peuple". M. Baâdji a également salué l'Armée nationale populaire (ANP)

et tous les corps de sécurité. Concernant le 11e Congrès du parti, M. Baâdji a précisé que "les préparatifs touchent à leur fin et la date de sa tenue sera annoncée bientôt". La réunion a, par ailleurs, été marquée par la lecture du communiqué des élus locaux du parti, dans lequel ils ont exprimé leur gratitude au Président de la République pour avoir associé les présidents d'assemblées populaires de wilayas (P/APW) à la dernière réunion Gouvernement-walis.

Cette démarche participe, selon eux, de "la volonté politique (du Président de la République) d'asseoir la démocratie participative sur des bases saines".

Les élus locaux du parti du FLN se sont en outre félicités des acquis réalisés au cours des trois dernières années dans plusieurs domaines, ce qui a placé l'Algérie sur la voie de la stabilité et du développement, lui permettant de retrouver sa place naturelle, selon le communiqué.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Dans les relations internationales, seuls les intérêts prime.

réalité qui colle parfaitement aux récentes déclarations du chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, quand il a martelé sur la chaîne de télévision RT que «nous avons un proverbe qui dit : ils ne se sont pas attaqués à la bonne personne. Le peuple algérien n'est pas du genre à se laisser dicter ses positions. Il ne faut pas s'attendre à ce que les Algériens exécutent, sur un simple claquement de mains, des orientations venant d'outre-Atlantique et qui ne sont pas en conformité avec leurs intérêts nationaux». Bien évidemment, l'Algérie, très fière de son indépendance et de sa souveraineté, n'est pas du genre à se laisser dicter ses positions, ni de l'Ouest ni de l'Est, mais le message du chef de la diplomatie russe est clairement adressé aux Américains.

Est-ce à cause des 27 parlementaires américains qui tentent, depuis septembre 2022, de faire pression sur le Secrétaire d'Etat Antony Blinken, pour l'amener à décider de sanctions contre l'Algérie à cause de sa coopération avec la Russie, notamment en matière d'achat d'armes, jugé comme un soutien financier à l'effort de guerre de la Russie contre l'Ukraine ? Plusieurs observateurs donnent cette explication à la sortie du chef de la diplomatie russe. Mais, tant que cette déclaration intervient quelques cinq mois après la signature de la pétition par les 27 parlementaires américains, à travers laquelle il est demandé au Secrétaire

Realpolitik ?

d'Etat de prendre des sanctions contre l'Algérie, à cause de sa coopération avec Moscou, on ne peut que s'interroger sur toute cette lenteur au déclic. Durant cinq mois bien des évènements sont venus s'incruster dans le décor, incitant le chef de la diplomatie russe à réagir de la sorte et asséner sa vérité à la face de ceux qui cherchent à détourner l'Algérie de ses positions. Comme on peut le constater dans ses propres déclarations, où il souligne que «l'Algérie, comme la majorité des pays, est un Etat qui se respecte et qui respecte son histoire et ses intérêts, sur lesquels est basée sa politique», tout en relevant que l'Algérie «figure, par toutes ses qualités, parmi les leaders des prétendants» à adhérer aux BRICS. Et, cela ne peut être qu'une réponse à l'intense activité diplomatique déployée par les Occidentaux et les Américains à l'égard de l'Algérie. Le bal diplomatique, où Italiens, Français et Américains ont fait d'Alger une halte principale, pourrait laisser croire que l'Algérie a changé ses positions. D'où la réponse du chef de la diplomatie russe, qui a laissé entendre qu'il ne faut pas se berner à ce sujet. Ne pas manquer également de rappeler dans ce contexte les déclarations du Président Tebboune, qui a clairement expliqué que la Russie et l'Algérie sont liées par une longue amitié, idem pour l'Algérie et la Chine, mais cela n'empêche pas d'avoir de bonnes relations avec les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux. Realpolitik du non-alignement.

Trois wilayas concernées

Entretien des tranchées pare-feux

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a lancé des ateliers pour les travaux sylvicoles dans trois wilayas affectées par les feux de forêts, durant l'été 2022, dans le cadre du plan national de prévention et de protection contre les feux de forêts, a indiqué, samedi, un communiqué du ministère.

La ministère "a entamé, à tra-

vers le Groupe génie rural (GGR) sous tutelle, mercredi le 1er février 2023, la réalisation de travaux d'entretien des tranchées pare-feux dans trois wilayas affectées par les feux de forêts, durant l'été 2022", lit-on dans le communiqué.

Ces travaux ont été lancés avant les délais impartis, au regard "des travaux de grande envergure", selon la même source

qui indique que ces opérations et mesures anticipatives visent à protéger la population et la ressource forestière.

Pour mener à bien l'opération, d'importants moyens humains ont été affectés, avec mobilisation de gros engins et de machines pour les travaux qui ont débuté depuis la wilaya d'El Tarf, conclut le communiqué.

Une étude menée par le CNESE La protection sociale des enfants à l'épreuve

Dans des pays développés, on commence à être convaincu de la nécessité de promulguer des lois pour mieux protéger l'image des enfants sur les réseaux sociaux.



A. Z.

On s'est rendu compte de cette défaillance avec la prolifération des vidéos postées sur les réseaux mettant en scène des enfants en bas âge, ainsi que des adolescents, sans que ces acteurs puissent défendre leurs intérêts. Pour dire qu'il faut constamment être en alerte pour adapter la législation en matière de droits des enfants.

C'est ce à quoi s'attelle le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), avec l'appui technique de l'Unicef. Dans ce sens, une étude des programmes nationaux de protection sociale en relation avec la réalisation des droits des enfants et des adolescents en Algérie est en cours de réalisation, a annoncé samedi le Conseil. «Dans le cadre de ses missions d'évaluation des politiques publiques, le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) mène, avec l'appui technique de l'Unicef, une étude intitulée 'Analyse des programmes nationaux de protection sociale en Algérie', en relation avec la réalisation des droits des enfants et des adolescents», précise le CNESE.

Quant aux rencontres au niveau local, le CNESE a fait savoir qu'une délégation, composée de représentants du CNESE, de l'Unicef et d'experts, ainsi que de représentants du MCLAT, du MSNFCF et de l'ADS s'est rendue, entre le 22 et le 28 janvier 2023 au niveau de quatre wilayas : Annaba, M'sila, Laghouat et Oran».

Aussi, «des entretiens ont eu lieu auprès de trois groupes cibles: les responsables sectoriels locaux chargés des programmes de protection sociale, les bénéficiaires des programmes de protection sociale et les acteurs de la société civile activant dans le domaine social à l'adresse des enfants et des adolescents».

L'intérêt suprême de l'enfant est inclus dans la Constitution algérienne, une raison qui pousse à être au diapason de l'évolution technologique et sociale et réorienter en conséquence les lois protégeant l'enfant.

La même source ajoute qu'«une mission de terrain a été organisée avec l'appui de secteurs institutionnels dont

le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire (MCLAT)», non sans préciser que «des échanges et des entretiens ont eu lieu aux niveaux central et local en présence d'experts, permettant de recueillir des informations qualitatives en plus de celles fournies par les sources administratives et les enquêtes nationales, afin d'établir un état des lieux qualitatif et quantitatif des programmes de protection sociale». Au niveau central, «les échanges ont eu lieu entre le 15 et le 19 janvier 2023 avec les responsables des programmes de protection sociale au niveau des ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, de la Santé, de l'Education nationale, de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme (MSNFCF) dont l'Agence de développement social (ADS), du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale dont la CNAS, la CNR, la CASNOS et la CNAC, de l'Habitat et des Finances», précise le CNESE.

Quant aux rencontres au niveau local, le CNESE a fait savoir qu'une délégation, composée de représentants du CNESE, de l'Unicef et d'experts, ainsi que de représentants du MCLAT, du MSNFCF et de l'ADS s'est rendue, entre le 22 et le 28 janvier 2023 au niveau de quatre wilayas : Annaba, M'sila, Laghouat et Oran».

Aussi, «des entretiens ont eu lieu auprès de trois groupes cibles: les responsables sectoriels locaux chargés des programmes de protection sociale, les bénéficiaires des programmes de protection sociale et les acteurs de la société civile activant dans le domaine social à l'adresse des enfants et des adolescents».

L'intérêt suprême de l'enfant est inclus dans la Constitution algérienne, une raison qui pousse à être au diapason de l'évolution technologique et sociale et réorienter en conséquence les lois protégeant l'enfant.

Lutte contre le cancer Plaidoyer pour le renforcement de la prévention



Des spécialistes en santé ont mis l'accent, vendredi à Alger, sur l'importance du renforcement de la prévention contre la progression des différents types de cancer, soulignant "le coût" induit par la prise en charge de cette pathologie qualifiée de "problème de santé publique".

Intervenant lors d'une table-ronde organisée dans le cadre du 6ème Salon d'information sur le cancer (Sican), la Pr Asma Kerboua, Chef de service d'Oncologie au centre "Pierre et Marie Curie" du CHU Mustapha Bacha (CPMC), a insisté sur l'importance de "la prévention primaire" pour d'endiguer la progression du cancer en Algérie, de même que sur le dépistage précoce, afin d'éviter "un coût plus élevé" de la prise en charge des cas.

"On ne se rend pas compte à quel point le cancer est

un problème de santé publique", a-t-elle fait savoir, argumentant du nombre grandissant des cas suivis au niveau du CPMC, avant de défendre l'option de la vaccination par HPV, celle-ci permettant de prévenir plusieurs types de cancers, comme cela se fait dans nombre de pays.

Saluant les "progrès" réalisés dans le cadre du "Plan Cancer 2015-2019", à l'instar de la multiplication du nombre des Centres anti-cancer (CAC), des accélérateurs, au niveau national, la spécialiste a jugé nécessaire qu'une "évaluation soit faite dudit plan avant d'en prévoir un autre".

De son côté, le Pr Salim Nekkal, Chef de service d'Hématologie au CHU "Isaïd Hassani", de Beni-Messous, a estimé que le cancer posait "réellement un problème de coût", notant que parallèle-

ment aux progrès réalisés en matière de lutte contre cette pathologie, l'Algérie enregistre depuis quelques années une "explosion démographique".

Pour sa part, le Directeur de recherche en économie de la santé au Centre de Recherche en Economie appliquée pour le Développement (CREAD), le Pr Ahcene Zehnati a mis en avant l'efficacité de la prévention, qui est, selon lui, une des stratégies à même d'éviter au patient d'arriver aux soins "à un stade métastasé".

Le 6ème Salon d'information sur le cancer (Sican), organisé par l'association "El-Amel CPMC", en partenariat avec le ministère de la Santé, du 2 au 4 du mois en cours à la Safex (Pins-maritimes) est destiné essentiellement à orienter les malades et leurs proches sur les aspects liés à la prévention, le dépistage et le traitement de cette maladie.

Raiña
Raïkoum

El-Houari Dilmi

Ali assiste à une veillée mortuaire, le regard absent. En face de lui, des tolbas psalmodient des versets du Coran pour le repos de l'âme du défunt. Le corps de ce dernier venait d'être levé vers sa dernière demeure, comme on lève une séance d'une réunion ennuyeuse. Personne n'écoute les tolbas, le plus important, c'est la prière d'El-îcha, parce que juste après, on fait entrer les tables pour servir à boustifiailler. Les regards s'aiguissent en quête de l'entrée de la première table basse. En rangs serrés, les «invités» se mettent à cinq par table (khamssa-Khamssa). Les «cuillères d'or» se mettent en pole position, pour être servies en premier. Soudain, la première table apparaît au pas d'une porte, le bruitage des cuillères brouille la conversation entre les nombreux «convives». Ali continue à balayer de son regard l'assistance occupée à se remplir la panse. Le souvenir du mort est déjà loin. Une fois repus, tous ceux supposés être venus pour témoigner leur sympathie à la famille du défunt, se remettent à palabrer, sans aucun respect pour les tolbas, récitant des versets du Livre saint. Thé ou café à la main, cha-

Les «cuillères d'or» ! cun y va de son histoire au moment où les membres de la famille du défunt débarrassent les tables. Les restes de soda, d'eau minérale ou de fruits sont mis dans des sachets et emportés en catimini par certains «convives». Assis dos au mur, un homme d'un certain âge, s'adresse à ses copains de tablée : «quel bonheur !, vous savez, j'ai rencontré un copain au cimetière, je l'ai perdu de vue ça fait trente ans, wallah j'ai eu les larmes aux yeux !», arrachant une moue dubitative à ses amis, occupés à curer leurs chicots après avoir fait bombance. Un autre, tout en s'essuyant les babines avec un mouchoir en papier, lâche, sûr de lui : «il y a de pauvres gens qui ne mangent pas de viande à longueur d'année, sauf dans les mariages ou chez les familles des morts ; il faut les comprendre ya el khawa !». La veillée mortuaire terminée, les cuillères d'or mettent déjà leurs oreilles en orbite à la recherche de l'annonce d'une... autre personne décédée, pour commencer à aiguiser leurs «casse-couverts»... Entre nous, il n'y a pas pire punition que de donner des auges à astiquer à une personne terrassée par une faim de fauve !

Sahara occidental

L'Espagne appelée à assumer ses responsabilités juridiques

Le représentant du Front Polisario en Espagne, Abdullah Arabi a affirmé que la stabilité et la sécurité en Afrique du Nord étaient tributaires d'une solution définitive qui doit être trouvée au conflit au Sahara occidental, mettant en garde contre le fait de laisser perdurer le conflit, d'autant que l'Espagne se soustrait à ses responsabilités juridiques vis-à-vis de la cause sahraouie.

L'Agence de presse sahraouie (SPS) a rapporté que Abdul Arabi a rendu public un communiqué de presse suite à une "réunion de haut niveau ayant regroupé l'Espagne et le Maroc", dans lequel le responsable sahraoui a rappelé que le Front Polisario a réaffirmé à maintes reprises que "la stabilité et la sécurité dans la région d'Afrique du Nord, sont tributaires d'une solution définitive qui doit être trouvée au conflit, à travers laquelle, le peuple sahraoui pourra établir son Etat indépendant qui constitue un facteur d'équilibre et de stabilité dans la région". Le Front Polisario "affirme de nouveau que faire perdurer le conflit, alors que l'Espagne se soustrait à ses responsabilités juridiques, ne fera qu'accentuer la tension et contribuera au non établissement de la paix et de la sécurité auxquels aspirent les

peuples de la région", a-t-il ajouté. Lors de "la réunion de haut niveau ayant regroupé l'Espagne et le Maroc", le chef du gouvernement espagnol avait fait "plus de concessions, notamment sur la question du Sahara occidental, d'autant plus qu'il a réitéré de nouveau la position de son gouvernement en soutien à l'occupation marocaine, ignorant totalement le statut juridique du territoire et la responsabilité historique et juridique de l'Etat espagnol, en tant que force administrative au Sahara occidental".

Pour M. Arabi, l'attitude de la partie espagnole qui a ignoré, lors de la réunion, la situation inquiétante des droits de l'homme dans les territoires occupés du Sahara occidental et conclu plusieurs accords avec l'occupation marocaine, prouve que "le Parti socialiste (PSOE) au sein du gouvernement espagnol,

aura ainsi préféré continuer de soumettre le droit international et le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, aux intérêts géostratégiques et économiques".

Le diplomate sahraoui a appelé l'Espagne à la nécessité de respecter le droit international, à assumer ses responsabilités et à chercher ses intérêts, de manière à ne pas s'opposer au droit et à la légalité internationale, comme le reste des régimes dans l'actuel ordre mondial multilatéral. Le Front Polisario a fait part de sa condamnation de cette position espagnole qui "impacte directement le statut juridique du territoire qui est inscrit au titre des résolutions des Nations unies pour les territoires non autonomes et soumis au processus de décolonisation.

Un statut réaffirmé par plusieurs arrêtés rendus par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE).

Déclaration de Dakar L'Afrique doit compter sur ses investissements internes

Les participants au 2e Sommet de Dakar sur le financement des infrastructures en Afrique ont souligné au terme de leurs travaux, vendredi soir, la nécessité pour l'Afrique de compter d'abord sur ses investissements internes pour développer ses infrastructures et réaliser le développement économique.

La Déclaration de Dakar, sanctionnant les travaux du 2e Sommet sur le financement des infrastructures en Afrique, qui se sont tenus au Centre international de conférences Abdou-Diouf dans la capitale sénégalaise les 2 et 3 février, demande à l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) de soumettre, lors du prochain sommet de l'Union africaine (UA), un rapport sur l'état d'avancement des projets de réalisation d'infrastructures.

Les participants ont proposé la création d'un fonds fiduciaire

multi-donateurs au sein de l'AUDA NEPAD, invitant le secteur privé et les investisseurs tels que les Fonds souverains et les Fonds de pension à investir dans les projets du Programme de renforcement des capacités.

La Déclaration de Dakar exhorte les Gouvernements des pays africains, les institutions de financement du développement et les partenaires internationaux à accroître leur soutien et leurs financements aux projets infrastructurels.

Les participants ont également appelé la Banque africaine de développement (BAD) à œuvrer en étroite collaboration avec l'Agence de développement de l'Union africaine pour contribuer via la plate-forme du Forum africain d'investissement à drainer davantage d'investissements en faveur des projets de développement.

La Déclaration de Dakar exhorte aussi les partenaires techniques et financiers, les institutions financières de développement, les Fonds de garantie, le Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA) et les secteurs bancaire et financier à travailler «en étroite collaboration avec les institutions régionales et continentales pour créer une synergie entre les différents mécanismes de financement des infrastructures aux niveaux national et régional».

Les participants ont, par ailleurs, insisté sur la coordination avec la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement et les Communautés économiques régionales en Afrique (CER) pour mettre en place un mécanisme de suivi des résultats de la réunion de Dakar, invitant l'Assemblée de l'UA à inscrire le Sommet de Dakar sur le financement des infrastructures à l'ordre du jour des réunions de l'organisation africaine.

Goudjil reçoit le président du Parlement panafricain

Le président du Conseil de la nation, Saïd Goudjil, a reçu samedi à Alger le président du Parlement panafricain (PAP), Chef Fortune Charumbia avec lequel il a examiné nombre de dossiers d'intérêt commun, a indiqué un communiqué du Conseil.

La rencontre a permis de débattre des "questions intéressant le continent africain et des solutions à apporter pour atteindre ses aspirations", notamment à la faveur de "la volonté politique des dirigeants africains et leur conviction que les mutations géostratégiques dictées par le système international en place qui connaît un conflit opposant les grandes forces internationales, exigent désormais la conjugaison des efforts de tous les enfants du Continent",

ajoute le communiqué. M. Goudjil a réaffirmé, dans ce sens, les fondements de la diplomatie algérienne basée sur "le respect de la souveraineté des Etats et le rejet de l'ingérence dans les affaires internes des pays", "le soutien des droits des peuples à l'autodétermination et les efforts de décolonisation en Afrique et dans le monde conformément aux principes de la légalité internationale et aux résolutions onusiennes, comme c'est le cas du Sahara occidental, désormais tributaire des agendas de forces internationales qui continuent de tergiverser l'application des décisions onusiennes y afférentes", note le document.

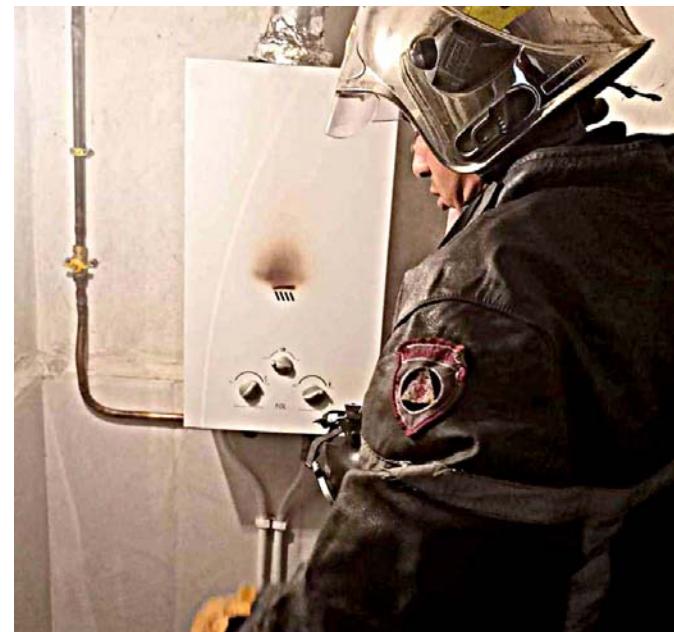
M. Goudjil a affirmé, en outre, "l'importance de soutenir l'indépendance de la déci-

sion politique africaine" et son renforcement par "l'indépendance de sa décision économique, tout en adoptant un nouveau concept du principe des non alignés, loin de son concept durant la guerre froide", précise la même source.

Dans ce cadre, M. Goudjil a évoqué l'approche à laquelle a appelé le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à "relancer les mécanismes de coopération entre les pays africains pour une exploitation optimale de leurs ressources humaines et matérielles, au mieux des intérêts et aspirations de leurs peuples à la prospérité et la croissance".

Pour sa part, le président du Parlement panafricain (PAP) a exprimé sa volonté de "met-

Le monoxyde de carbone fait 4 nouvelles victimes



Dix (10) personnes ont trouvé la mort et 256 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus à travers différentes régions du pays durant les dernières 48 heures, selon un bilan publié samedi par la Protection civile. A Tiaret, Relizane, Mila et Tébessa, quatre autres personnes sont décédées par asphyxie suite à l'inhalation du monoxyde de carbone, ajoute la même source.

Les secours de la Protection civile sont intervenus également, durant cette période, à travers plusieurs wilayas pour prodiguer les premiers soins à 68 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils domestiques. Les agents de la Protection civile ont procédé, en outre, durant la même période, à l'extinction de 05 incendies urbains et divers à travers les wilayas d'Alger, Constantine et M'Sila.

Alger Arrestation de 8 individus impliqués dans une affaire de meurtre

Les éléments de la section de recherches de la Gendarmerie nationale de Cheraga (Alger) ont démantelé un réseau criminel composé de huit (8) individus dont une femme et deux étrangers, impliqués dans le meurtre de deux personnes, a indiqué, vendredi, un communiqué des services de la Gendarmerie nationale.

Cette opération a eu lieu suivie à une plainte auprès des services de la Gendarmerie nationale pour signaler la disparition de deux personnes originaires de la wilaya de Bordj Bou Arreridj qui s'apprêtaient à effectuer une transaction d'achat de devise avec un individu à Alger", a-t-on expliqué.

"Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, les éléments de la section de recherches de la Gendarmerie nationale de Cheraga ont démantelé un réseau criminel composé de huit (8) individus dont une femme et deux étrangers, impliqués dans le meurtre atroce de deux personnes originaires de la wilaya de Bordj Bou Arreridj", précise le communiqué.

Après finalisation des procédures légales et en coordination avec les juridictions compétentes, les mis en cause ont été déférés devant le tribunal de Cheraga, conclut la même source.

tre en place des mécanismes de coopération et d'échange avec les centres africains de recherche et d'études spécialisés, et d'œuvrer à l'élargissement du champ de consulting afin d'asseoir des approches participatives au service des peuples en Afrique, renforcer son immunité et préserver sa place loin des conflits d'intérêt des grandes puissances".

La rencontre était également l'occasion pour convenir de "l'impératif de relancer les mécanismes d'action du PAP, et de l'importance de renforcer ses capacités pour lui permettre de s'acquitter de ses missions au service des peuples du continent".

Le président du PAP effectue du 28 janvier au 5 février une visite officielle en Algérie à la tête d'une délégation importante.

EL TARF

Une tentative de cambriolage d'un bureau de poste avortée

La police judiciaire de la sûreté de Chebaita Mokhtar, relevant de la Sûreté de wilaya d'El Tarf est parvenu à élucider et à arrêter deux jeunes à l'origine d'une tentative de cambriolage du bureau de poste de cette petite ville.

A. Ouelaa

Ces jeunes, originaires de cette commune, ont escaladé la clôture de ce bureau de poste. Puis, se sont approchés du logement de fonction du receveur.

Leur but étant s'obliger sous la menace le receveur à leur ouvrir le coffre-fort et de s'emparer de l'argent.

Deux à trois ans de prison contre des dealers et des cambrioleurs

Agissant sur information, les éléments de la police judiciaire de la sûreté de wilaya d'El Tarf, après une surveillance discrète de deux suspects, soupçonnés de vendre des psychotropes à des lycéens, ont fini par les appréhender en possession de psychotropes et d'une somme d'argent.

Le projet d'extension du Centre anti-cancer relevant du Centre Hospitalo-Universitaire (CHU) Benbadis de Constantine sera réceptionné avant fin mars prochain, a annoncé samedi à l'APS le directeur de cet établissement de santé (CHU), Hcéne Brania.

Au total, 60 % des travaux de ce projet ont été réalisés et la structure sera finalisée le 15 mars prochain, a précisé la même source qui s'exprimait en marge de la célébration de

gent qui s'y trouve. Mais, c'était sans compter sur la vigilance du receveur qui a senti que quelque chose d'anormal était entrain de se produire qui a tout de suite déclenché l'alarme.

Les deux malfaiteurs se rendant compte que leur plan a échoué ont pris la fuite. Arrivés sur les lieux, la police a trouvé un arrache clous et

un sac à dos. Passant en boucle les enregistrements des caméras de surveillance, les enquêteurs ont pu identifier les deux mis en cause qui ont été appréhendés par la suite. Ils sont directement passés aux aveux.

Il s'est avéré qu'ils avaient également cambriolé un magasin. Les mis en cause ont été déférés devant le tribunal de Dréan.

Les mis en cause, âgés de 24 et 27 ans, originaires d'El Tarf, ont été présentés devant le tribunal d'El Tarf. Ils ont été condamnés à deux ans de prison ferme et une amende de 50.000 DA.

Dans la ville d'Echatt, la police a arrêté 4 malfaiteurs, à l'origine de 4 cambriolages. Les vols de ces appar-

tements étaient commis la nuit, en l'absence de leurs occupants. Ces derniers, ont déposé des plaintes. La police a récupéré une partie des objets et effets volés. Le tribunal de Dréan a condamné ces quatre cambrioleurs à une peine de 3 ans de prison ferme et une amende de 200.000 DA.

A. Ouelaa

CONSTANTINE

Extension du centre anti-cancer du CHU Benbadis

Le Journée mondiale contre le cancer (4 février de chaque année).

D'une capacité de 62 lits, cette nouvelle structure de santé permettra d'alléger la charge exercée sur l'ancien CAC qui connaît une forte affluence des malades aussi bien de la wilaya de Constantine que ceux des régions limitrophes, a-t-il affirmé.

Ce projet constitue un acquis pour le secteur de la santé de la wilaya de Constantine et s'inscrit dans le cadre de la stratégie du

ministère de tutelle, visant à lutter contre le cancer.

Le wali de Constantine, Abdelkhalak Sayouda, a exprimé son «insatisfaction» quant à l'avancement des travaux, insistant sur le respect des délais contractuels.

Plus de 1.200 cas de cancer sont recensés annuellement par le Centre anti-cancer du CHU Benbadis de Constantine, selon les dernières statistiques établies par les services de la santé.

Trois blessés dans un incendie

Trois (3) personnes ont été blessées, vendredi après midi, dans l'incendie d'une construction située à la cité El Ghirane dans la commune de Hamma Bouziane, a-t-on appris auprès de la direction de la protection civile (DPC). L'incendie qui s'est déclenché au rez-de-chaussée de cette construction, a fait trois (3) blessés avec des brûlures au 3 et 1er degré, a fait savoir la cellule de

l'information et de la communication de ce corps constitué.

Il s'agit d'un homme, une femme et un enfant âgés de 40, 37 et 5 ans, a détaillé la même source, ajoutant que les trois (3) victimes, ont été acheminées vers le service des urgences du centre hospitalo-universitaire (CHU) Ben Badis et à la polyclinique de la commune de Hamma Bouziane, pour bénéficier

des soins médicaux nécessaires.

La même source a encore ajouté que l'incendie dont les causes n'ont pas encore déterminées, a provoqué également la destruction totale des équipements de cette habitation.

Les services de sécurité territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les causes, à l'origine de déclenchement de cet incendie.

OUM EL BOUAGHI

Rénovation annoncée de réseaux d'eau

Un projet de rénovation du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) des communes de Meskiiana et d'Aïn Zitoun sera lancé au début du deuxième trimestre de l'année 2023, selon la direction des Ressources en eau (DRE).

Les projets de réhabilitation du réseau vétuste des deux communes ont bénéficié d'une levée de gel au titre de l'exercice 2023, a indiqué le

responsable du service d'approvisionnement en eau potable, Lakhdar Messaâd. Ils consistent en la réhabilitation d'environ 25 km de conduites de distribution dans la commune de Meskiiana et de 15 km à Aïn Zitoun, a-t-on détaillé de même source, soulignant que la concréttisation de ces deux opérations a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière estimée à 140 millions DA.

D'autre part, M. Messaâd a révélé que les travaux de raccordement de la commune de Meskiiana au barrage d'Ouarkis implanté dans la ville d'Aïn Fakroun vise l'amélioration de l'approvisionnement en cette ressource vitale.

Il a fait savoir dans ce contexte que le taux d'avancement des travaux de la première tranche de ce projet ayant touché 11 km, a atteint 50%.

TOUGGOURT

Plus de 10.100 capsules de psychotropes saisies

Pas moins de 10.140 capsules à effet psychotrope ont été saisies et deux individus, âgés de 29 et 42 ans, arrêtés par les services de la Sûreté de la wilaya de Touggourt, a-t-on appris samedi auprès de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps constitué.

Intervenant dans le cadre des efforts de lutte contre les différentes formes de crime, cette opération opérée suite à une fouille d'un véhicule touristique à bord duquel se trouvaient les deux suspects a ainsi permis de mettre la main sur une quantité de 10.140 capsules à effet psychotrope (Prégabaline 300 Mg),

souigneusement dissimulée dans le véhicule, a détaillé la même source.

Lon relève également la saisie dans la même affaire d'une somme d'argent estimée à 51.200 DA, issue probablement des revenus de ce trafic, en sus de deux appareils téléphoniques portables.

Présentés aux instances judiciaires après finalisation des procédures réglementaires, les mis en cause ont été condamnés à douze (12) ans de prison ferme, assortie d'une amende, a conclu la même source.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

14 rajab 1444				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h19	13h02	15h55	18h21	19h41



AÏN DEFLA

Eau : la chasse aux branchements illicites

Au total, 7.294 fuites d'eau, détectées sur le réseau de distribution d'eau potable d'Aïn Defla, ont été réparées en 2022 par les services de l'unité de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE), a-t-on appris auprès de cet organisme.

«Pas moins de 7.294 fuites détectées sur le réseau de distribution d'eau potable à travers les 21 communes gérées par l'Algérienne des eaux (ADE) sur les 36 que compte la wilaya, ont été traitées en 2022», a affirmé à l'APS, le directeur de l'unité de l'ADE, Bettouaf Mohamed, assurant de la «mobilisation totale» de ses services pour préserver la ressource hydrique.

Le responsable a ajouté que, durant la même période, 675 branchements illicites au réseau d'eau potable ont été recensés et éliminés par ses services ayant également effectué 190 interventions de réparation sur des forages et 60 autres sur des équipes

ments électriques en plus du changement de 39 pompes en 2022. M. Bettouaf a lancé un appel aux citoyens à «prendre conscience» quant à la nécessité de rationaliser la consommation d'eau et de mettre fin à son gaspillage, soulignant «l'impératif de la participation de tout le monde à la campagne de sensibilisation, notamment la société civile, les directions des affaires religieuses et des Wakfs et de l'éducation nationale, les Scouts musulmans algériens (SMA) et les différentes associations.

Le même responsable a fait savoir également qu'en prévision de la saison estivale et du mois de Ramadhan, des «opérations de nettoyage et de chaulage des réservoirs et châteaux d'eau, ainsi que des travaux de maintenance préventive» ont été déjà lancées par les services de l'ADE, pour assurer la «distribution d'une eau de qualité» aux habitants de la wilaya.

ALGER

«Au Chœur de l'Afrique» fait son spectacle

«Au Chœur de l'Afrique», un concert de chants algériens et africains, a été animé vendredi à Alger par le Chœur de l'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger. Célébrant l'Afrique, le spectacle a été présenté à la salle Ibn-Khaldoun dans le cadre du programme culturel d'accompagnement du 7e Championnat d'Afrique des nations CHAN 2022.

Déroulé en trois parties, le spectacle, mêlant le conte au chant lyrique, a été présenté par une trentaine de choristes, soutenus par un orchestre de cinq musiciens, avec le maestro Zohir Mazari à la direction des deux ensembles. Les quatre pupitres, soprano, alto, ténor et basse formant le chœur polyphonique de l'Etablissement Arts et Culture, ont rendu une quinzaine de pièces célèbres tirées des terroirs algérien et africain, au plaisir d'un public conquis.

Le public est ainsi passé du regretté Othmane Bali à la diva capverdienne Césaria Evora, en passant par le répertoire de Idrir, la musique andalouse ou encore «Africa» du groupe Toto.

Dans une ambiance de grands soirs, un hommage en musique a été rendu à la célèbre chanteuse d'éthno-jazz et militante sud-africaine, Meriem Makeba (1932-2008), surnommée «Mama Afrique».

Chanteur, musicien, compositeur et Chef de chœurs, Zohir Mazari dirige, depuis 2019, le Chœur de l'Etablissement Arts et Culture de qui compte plus de 80 jeunes choristes, accompagnés par des orchestres de différents registres dont ceux de l'andalou et la musique moderne, relevant du même établissement.

GHARDAÏA

Une semi-remorque dérape, un mort

Une personne a trouvé la mort dans un accident de la circulation survenu vendredi au nord de Ghardaïa, a-t-on appris auprès de la Protection civile.

L'accident s'est produit sur la RN-1 à une trentaine de kilomètres au nord de la ville de Berriane, lorsqu'un camion semi-remorque a dérapé avant d'effectuer plusieurs tonneaux et finir sa course en dehors de la chaussée,

causant la mort sur place du conducteur (46 ans), a précisé la source.

Le corps de la victime a été évacué vers la morgue de l'hôpital de Berriane, la structure de santé la plus proche du lieu de l'accident, a-t-on fait savoir.

Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

14 rajab 1444				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h05	12h48	15h42	18h08	19h28



EL-BAYADH

La hausse des tarifs des taxis décriée

La hausse des prix des places appliquée en ce début du mois de février par les exploitants de taxis en milieu urbain, en application d'un arrêté émanant de la direction des transports de la wilaya a surpris plus d'un usager.

Hadj Mostefaoui

Une véritable douche froide qui a eu l'effet inverse, pénalisant aussi bien les taxieurs que les usagers. Les premiers ont vu leur activité baisser de plusieurs crans en raison de la rareté d'une clientèle qui les boude, échaudée par des tarifs jugés plus qu'excessifs, et provoquant une véritable levée de boucliers pour les seconds. Parmi la clientèle la plus sévèrement touchée par cette hausse, jugée exagérée et irréfléchie, figurent en bonne place les travailleurs exerçant dans les établissements scolaires et autres structures étatiques dont le siège est situé à plus de sept kilomètres du centre ville et les habitants des quartiers situés aux extrémités de la ville. Fixée auparavant à 50 DA pour les trajets en centre-ville et à 70 DA pour le résidents des nouvelles cités et quartiers périphériques, ce

tarif est passé sans crier gare à 70 DA pour les premiers et à 100 DA pour les seconds, de quoi décourager les clients les mieux nantis qui optent pour la marche à pied préférant parcourir plus de 10 kilomètres à pied plutôt que débourser une somme dépassant leurs moyens. Du côté de l'association de défense du consommateur, l'on a appris que ses représentants n'ont pas été associés à cette décision qui va à l'encontre du consommateur tandis que d'autres usagers plus raisonnables et la corporation des taxieurs sont plus favorables à un tarif généralisé et unique pour toutes les courses, quelle que soit le trajet de la course à 70 DA, une formule médiane appréciée à l'unanimité par les habitants de la ville, plus particulièrement pour les étudiants du centre universitaire « Nour Bachir » et les milliers de résidents de la nouvelle ville et des quartiers Ouled Yahya, Ouled Jdid, Petit

Mecheria... Ce qui avantageera aussi bien les centaines d'exploitants de taxis que les travailleurs qui doivent débourser pas moins de 400 DA quotidiennement pour rejoindre leurs lieux de travail respectifs sans citer les milliers d'étudiants et d'élèves dont les cités ne figurent pas sur le tableau de rotation de la quinzaine de bus affectés au transport urbain. Des milliers de citoyens, usagers des transports publics de voyageurs et taxis en milieu urbain en appellent au premier responsable de la wilaya pour mettre un terme à cette situation qui porte un sérieux préjudice à leur porte-monnaie mis à mal par une flambée des prix des produits de première nécessité. La mesure fait le bonheur des transporteurs clandestins qui maintiennent les anciens tarifs à 50 DA la place et qui ne chôment pas, leurs véhicules étant pris d'assaut par les usagers dépités par la hausse décidée des tarifs des taxis.

TLEMCEN

Une alternative à l'informel

Khaled Boumediene

Le coup d'envoi de la caravane d'information et de sensibilisation sur l'activité du commerce itinérant, a été donné, jeudi, au niveau du siège du centre national du registre du commerce (CNRC) de Tlemcen, par Bouchra Kerma, responsable locale du CNRC. La caravane sillonnera du 2 au 9 février les daïras de Mansourah, Chetouane, Tlemcen, Hennaya, Ain Tellout, Ouled Mimoun, Ghazaouet, Nedroma, Hoinaine, Fellaouène, Béni-Bousaid, Marsat Ben M'hidi, Bab El Assa, Sabra, Maghnia, Sebdou, Béni-Snous, Sidi-Djilali, Remchi et Bensekrane. Selon Bouchra Kerma, « l'objectif visé à travers cette caravane organisée en collaboration des services de la direction du commerce et de la promotion des exportations et les services de sécurité, est de contribuer à la sensibilisation et à l'incitation des citoyens notamment jeunes à bénéficier des nombreux avantages du nouveau dispositif, mis en application par la tutelle, leur permettant d'activer dans le commerce ambulant de quelque 120 types de services de commerce mobile notamment la vente, distribution et la présentation de marchandises en toute légalité et pour régulariser la situation des commerçants activant dans l'informel ne disposant pas de la sécurité sociale. Ce nouveau dispositif constitue une opportunité aux nombreux jeunes qui veulent se lancer dans ce genre d'activités commerciales ambulantes ».

Comme pour toute création d'entreprise, se lancer dans une activité commerciale ambulante exercée sur les marchés, les foires, ou la voie publique nécessite, selon Bouchra Kerma, un registre de commerce ambulant sur une simple présentation d'une carte d'identité nationale et une attestation de résidence et ce, sans contrainte d'adresse commerciale (contrat de location ou acte de pro-



priété) chèrement payée comme c'est exigé pour les autres activités commerciales. Sans ce registre de commerce, les jeunes portés sur le commerce des services et autres ne peuvent pas exercer cette activité en itinérance en dehors de leur commune de domiciliation. « Il s'agit d'expliquer aux citoyens concernés toutes les démarches à faire pour l'acquisition du registre de commerce ambulant en séance tenante et leur faire connaître certaines règles et spécificités inhérentes à l'exercice d'une activité en itinérance. Le nouveau dispositif est en vigueur depuis dimanche dernier. Les stagiaires diplômés des centres de formation professionnelle pourront proposer et commercialiser un grand nombre de services qu'il s'agisse de la vente et la distribution mobiles ou de services mobiles notamment dans les domaines de l'électricité, la plomberie, la vitrerie, la photo, la maçonnerie, la vulcanisation, la mécanique auto, la construction métallique, l'installation de paraboles, la coiffure, l'assainissement, la réparation de l'électroménager, la librairie mobile, la couture et vétérinaire », précise la même source. Et d'appeler « toutes les personnes activant dans le domaine

du commerce parallèle ou itinérant à se rapprocher de notre service du CNRC pour la codification de leur activité ».

Par ailleurs, l'on apprend qu'une plateforme numérique gratuite développée par des compétences nationales, a été récemment lancée pour permettre aux consommateurs d'obtenir via internet des informations sur le commerçant et artisans itinérants les plus proches de leur lieu de résidence, afin de bénéficier de leur service et leur produit. A cet effet, les services du CNRC sont à pied d'œuvre pour mettre à la disposition des consommateurs les numéros de téléphone des commerçants itinérants et des artisans de la wilaya.

Cette louable initiative des pouvoirs publics vient au moment opportun, pour éradiquer ce phénomène d'anarchie du commerce informel et les étalages observés chaque jour le long de nos routes ou au niveau des placettes et espaces publics des quartiers et cités résidentielles. Pour réduire l'informalité, il faut aussi, selon le contexte, agir sur plusieurs fronts : améliorer l'environnement économique, investir dans le capital humain et saisir les opportunités offertes par la technologie.

MASCARA

Accidents de la route : éradication de points noirs

Plusieurs opérations ont été concrétisées dans la wilaya de Mascara, en 2022, ayant contribué au désenclavement des régions rurales éloignées en plus de l'éradication de points noirs à l'origine d'accidents de la route, selon les Directions des Travaux publics et la Conservation des forêts. Il s'agit ainsi de la réception des travaux d'entretien et de revêtement d'environ 200 kilomètres de tronçons de chemins vicinaux et de wilaya, qui étaient dans un état de "grand délabrement", selon la Direction des Travaux publics.

Les opérations en question ont été concrétisées dans le cadre des Plans communaux de développement (PCD) et sectoriels, mais aussi au titre du budget de la wilaya pour les deux exercices 2021 et 2022, et ce, dans des délais de trois à cinq mois.

Il s'agit également de la modernisation du chemin vicinal reliant douar Arabiya dans la commune d'El Ghomri à la Route nationale (RN 4) sur une distance de 5 km et le chemin reliant Hacine à douar Mezaoura sur 6 km. Ces opérations figuraient, ces dernières années, parmi les demandes incessantes des populations des régions rurales déshéritées de la wilaya.

Pour sa part, le président de l'APC de Hacine, Saber Hamidou, a souligné que le revêtement du chemin vicinal reliant douar Mezaoura "était l'une des opérations prioritaires pour les services communaux mais aussi l'une des demandes insistantes de la population de la région, notamment les parents d'élèves des cycles moyen et secondaire, et les travailleurs lesquels se déplacent quotidiennement vers le centre de la com-

munauté. Selon le P/APC de Hacine, le revêtement de ce chemin, concrétisé au titre du programme sectoriel de l'exercice écoulé, a donc mis fin à la souffrance des habitants de douar Mezaoura contraints à regagner chaque jour la commune Hacine, notamment lors des intempéries.

Pour sa part, la Conservation des forêts de la wilaya de Mascara a réceptionné, durant l'année 2022, plusieurs opérations d'ouverture et d'aménagement de plus de 120 km de pistes dans les zones rurales éloignées.

Inscrites dans le cadre du programme sectoriel visant à désenclaver les zones rurales éloignées et montagneuses, ces opérations ont ainsi porté sur l'ouverture et l'aménagement d'environ 90 km de pistes forestières dans les communes de Nesmouth, Bouhanifia, Oued Taria, Ain Fares et Oued El Abtal, selon des responsables de la Conservation des forêts.

En outre, la Direction des Travaux publics prévoit, avant la fin du premier trimestre de l'année en cours, l'achèvement et la mise en œuvre de plusieurs projets d'entretien, de confortement et de revêtement de plus de 90 km de routes nationales, chemins de wilaya et vicinaux, dans le cadre du programme sectoriel et de PCD.

A ces opérations s'ajoutent des projets d'entretien de plusieurs tronçons de chemins de wilaya et communaux, en cours de réalisation, dont ceux reliant les communes de Khalouia et Tighennif sur 7 km et la RN 4 au chemin menant au douar Kouaimia dans la commune d'El Ghomri sur 10 km, selon la Direction des Travaux publics de Mascara.

MASCARA

Ils se faisaient passer pour de hauts fonctionnaires

Belkacem Mohamed

d'être déposée au commissariat pour escroquerie par deux inconnus qui se sont fait passer pour des hauts fonctionnaires. Ces derniers avaient soutiré de l'argent à la victime en lui promettant un emploi. N'ayant rien vu de concret, la victime les a dénoncés. Les mis en cause ont été présentés devant les instances judiciaires pour usurpation de fonction.

MOSTAGANEM

Plus de 230 logements attribués

Les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya de Mostaganem ont procédé à la distribution de 234 logements publics locatifs à leurs bénéficiaires dans la commune de Hassi Mamèche.

L'opération qui a été lancée, jeudi, concerne un deuxième quota et le restant du projet d'habitation dont a bénéficié la commune, estimé à 560 logements, précise la cellule d'information et de communication.

Les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière ont mobilisé les moyens nécessaires pour reloger les bénéficiaires au niveau de la nouvelle cité d'habitation et leur accompagnement.

Cette opération est la deuxième du genre depuis le début de l'année en cours après le relogement des familles qui occupaient les habitations précaires dans la commune de Sayada (145 familles) et à Haï "El Arsa" à Mostaganem (150 familles) et ce, dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire (RHP).

Quelque 6.868 logements de différentes formules ont été distribués, durant l'année écoulée, dans la wilaya de Mostaganem, dont 2.285 logements publics locatifs, 2.528 logements location-vente (AADL) et 1.955 aides financières à l'habitat rural, selon le bilan annuel des services de la wilaya.

Implantation de l'usine Fiat à Tafraoui Le wali ordonne l'accélération de l'aménagement de la zone industrielle

D. B.

Le wali d'Oran M. Saïd Sayoud a réitéré ses instructions pour accélérer les travaux d'aménagement de la zone industrielle de Tafraoui pour accueillir dans les plus brefs délais et dans les meilleures conditions, les potentiels investisseurs et principalement l'usine Fiat. Lors d'un exécutif de wilaya tenu en fin de semaine, en présence du vice-président de l'APW, du secrétaire général de wilaya, les directeurs de l'exécutif, les cadres de la wilaya d'Oran et les membres du Conseil supérieur de la jeunesse, le wali a assisté à une présentation sur la situation relative à l'aménagement de cette zone industrielle qui s'étale sur une superficie de 576 hectares présentée par le directeur de la construction de la wilaya d'Oran. Cette présentation a été consacrée à l'étude du coût de l'aménagement de cette zone et des moyens à mobiliser afin d'être au niveau des partenaires économiques de l'Algérie, comme la société italienne Fiat.

A l'issue de ce compte rendu, le wali d'Oran a donné des instructions à tous les directeurs de l'exécutif.

Rejet des déchets sur la voie publique Des instructions pour sévir contre les commerçants contrevenants

K. Assia

Dans le cadre des dispositions prises par la wilaya pour la préservation de l'environnement, le wali d'Oran a appelé les commerçants à s'impliquer davantage et ce en évitant le rejet des déchets sur la voie publique. A l'issue d'un compte rendu présenté par la directrice de l'environnement lors de l'exécutif de wilaya tenu mercredi dernier, le wali a rappelé aux commerçants la nécessité de prendre en charge leurs déchets notamment les cartons et le plastique. Le chef de l'exécutif a insisté auprès des responsables concernés pour prendre les mesures qui s'imposent et sévir contre les commerçants contrevenants pour préserver l'environnement de la ville notamment au niveau des marchés et des artères commercantes de la ville.

Ainsi donc, la wilaya d'Oran a décidé de sévir contre le rejet anarchique des déchets et des ordures ménagères sur la voie publique. En effet, un arrêté de wilaya interdisant tout rejet anarchique de déchets d'origine industrielle, commerciale ou artisanale sur les trottoirs et les espaces publics est entré en vigueur. Les commerçants des différents quartiers de la ville doivent désormais s'impliquer dans cette démarche citoyenne et préserver leur lieu de travail en évitant de jeter anarchiquement les détritus.

ILS NOUS ONT QUITTÉ... HIER

Boualek Saïda, 55 ans, Oran
Kahlouch Aïcha, 69 ans, Oran
Keroum Belkheir, 77 ans, Oran
Boufertas Filali, 78 ans, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

14 rajab 1444

El Fedjr 06h34	Dohr 13h17	Assar 16h13	Maghreb 18h39	Icha 19h59
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------

cutive concernés par le développement de cette zone industrielle d'accélérer le rythme des travaux pour livrer le projet dans les délais impartis. Il y a plus d'un mois, le chef de l'exécutif local avait instruit les responsables des secteurs concernés de prendre l'ensemble des mesures permettant la levée des contraintes et l'accélération des travaux d'aménagement des zones d'activités de Béthioua et Tafraoui. Cette dernière devrait accueillir l'usine du constructeur automobile Fiat affilié au groupe italien Stellantis. Grâce aux efforts d'assainissement du foncier industriel entrepris récemment et aux moyens financiers injectés par l'Etat au profit des zones industrielles et d'activités, le secteur devrait connaître une très forte dynamique dans un futur proche.

Oran dispose actuellement de 5 zones industrielles et 35 zones d'activités, dont 12 sont nouvelles. En plus de ces zones, deux autres ont été créées récemment, dont l'une dans la métropole de Béthioua, d'une superficie de 592 hectares. Elle est dédiée aux industries en rapport avec la sidérurgie, d'une capacité de production de trois millions de tonnes. L'autre est en cours

de création dans certaines communes dédiées exclusivement aux start-up et PME et aux projets du dispositif ENSEJ, ANGEM, CNAC, etc. La priorité a été accordée aux communes qui disposent d'assiettes foncières pour accueillir les futures micro-zones.

Grippe saisonnière et Covid-19 La direction de la santé appelle les citoyens à se faire vacciner



J. Boukraa

2023, ajoute la même source. La grippe saisonnière est une infection virale aiguë provoquée par un virus grippal.

La direction de la santé de la wilaya d'Oran a lancé un appel à la population pour se faire vacciner. En raison de la baisse des températures qui a été ressentie dans la wilaya, la protection de la santé des citoyens est devenue une nécessité. Il est donc important de se faire vacciner contre la grippe saisonnière, en particulier pour les personnes âgées et celles atteintes de maladies chroniques, ainsi que pour les travailleurs de la santé et les femmes enceintes, a indiqué un communiqué de la DSP.

La wilaya d'Oran a bénéficié de 66.000 doses de vaccins, incluant les vaccins contre le Covid-19, la grippe et les vaccins destinés aux élèves. Entre le 1^{er} janvier 2022 et le 28 décembre 2022, quelque 46.755 personnes se sont fait vacciner contre le Covid-19 et 46.343 personnes se sont fait vacciner contre la grippe. La campagne de vaccination pour les enfants scolarisés a débuté en octobre 2022 et se poursuivra jusqu'en mars

Centre-ville 29 portables volés récupérés et un individu arrêté

K. Assia

Un butin de 200 millions de centimes représentant un lot de 29 portables volés d'un magasin situé en plein cœur d'Oran a été récupéré par les éléments de la police judiciaire de la 9^{ème} sûreté urbaine relevant de la sûreté d'Oran. En effet, la plainte déposée par la victime a permis aux enquêteurs d'identifier l'auteur et ce grâce à l'exploitation des

moyens techniques de la police. Un individu de 38 ans, un repris de justice a été arrêté pour vol par effraction dans un magasin de vente de portables. Les investigations ont révélé que l'auteur s'est introduit la nuit par effraction dans le local commercial et a dérobé 29 portables de différentes marques et dont la valeur est estimée à 200 millions de centimes. Il a été présenté au tribunal pour vol par effraction.



Hausse des taux d'intérêt, la souffrance sans les résultats

NEW YORK – La détermination sans faille des banques centrales à rehausser les taux d'intérêt est absolument stupéfiante. Au nom de la maîtrise de l'inflation, elles ont choisi une trajectoire vouée à provoquer une récession – ou à l'aggraver si cette récession devait survenir en tout état de cause. Les banques centrales reconnaissent par ailleurs ouvertement la douleur qu'infligeront leurs politiques, même si elles ne s'attardent pas sur le fait que ce sont les catégories pauvres et marginalisées, pas leurs amis de Wall Street, qui en souffriront le plus. Aux États-Unis, ce sont les personnes de couleur qui seront les plus disproportionnellement impactées.



PAR JOSEPH E. STIGLITZ

Lauréat du prix Nobel d'économie, est professeur à l'Université de Columbia, et membre de la Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés

Comme le démontre un nouveau rapport du Roosevelt Institute, à la rédaction duquel j'ai participé, les éventuels bienfaits d'une démarche supplémentaire de réduction de l'inflation par la hausse des taux d'intérêt seront minimes, par rapport à ce qu'il se produirait sans nouvelle hausse. L'inflation semble d'ores et déjà s'atténuer, sans doute dans une moindre mesure que l'espéraient les plus optimistes il y a un an – avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie – mais elle s'atténue pour autant, précisément pour les raisons qu'avaient indiquées ces optimistes. Ils prévoyaient par exemple que les prix automobiles, poussés à la hausse par une pénurie de puces électroniques, finiraient par retomber à mesure de la résolution des goulots d'étranglement. C'est bel et bien ce que nous observons, les stocks automobiles enregistrant en effet une hausse.

Les optimistes avaient également prédit une baisse des prix du pétrole, plutôt qu'une poursuite de leur augmentation, ce qui s'est ici encore précisément produit. En effet, compte tenu de la diminution du coût des énergies renouvelables, le prix du pétrole à long terme est voué à tomber en dessous de son niveau actuel. Quel dommage que nous n'ayons pas amorcé plus tôt la transition vers les énergies renouvelables. Nous aurions été bien davantage à l'abri des caprices des prix des énergies fossiles, et beaucoup moins vulnérables face à ceux des dictateurs de pétro-États tels que le président russe Vladimir Poutine ou le dirigeant saoudien va-t-en-guerre et assassin de journalistes, le prince héritier Mohammed ben Salmane (souvent appelé MBS). Estimons-nous heureux que les deux hommes aient échoué dans leur tentative évidente d'influence des élections américaines de mi-mandat 2022, via une importante réduction de la production pétrolière au début du mois d'octobre.

Un autre motif d'optimisme réside dans les marges – le montant à hauteur duquel les prix sont supérieurs aux coûts. Si les marges ont certes lentement augmenté avec la monopolisation croissante de l'économie américaine, elles

ont explosé depuis de début de la crise du COVID-19. À mesure que l'économie se rétablira plus pleinement après la pandémie (et, espérons-le, après la guerre), les marges devraient diminuer, atténuant ainsi l'inflation. Oui, les salaires ont temporairement augmenté plus rapidement que durant la période pré-pandémique, mais c'est une bonne chose. Un immense creusement séculaire des inégalités s'observe en effet, que la récente diminution des salaires réels des travailleurs (ajustés par rapport à l'inflation) n'a fait qu'aggraver.

Le rapport du Roosevelt Institute réfute par ailleurs l'argument selon lequel l'inflation actuelle s'expliquerait par des dépenses excessives face à la pandémie, et selon lequel la réduction de l'inflation exigerait une longue période de chômage. Une inflation causée par la demande apparaît lorsque la demande globale est supérieure à l'offre globale potentielle. Dans l'ensemble, il ne s'agit pas de cela en l'occurrence. La pandémie a davantage créé de multiples contraintes d'offre sectorielles et changements dans la demande – ainsi que des asymétries d'ajustement – qui sont devenus les principaux facteurs de l'augmentation des prix.

Songez par exemple que l'on dénombre aujourd'hui moins d'Américains que prévu avant la pandémie. Non seulement les politiques relatives au COVID-19 sous l'ère Trump ont contribué au décès de plus d'un million de personnes aux États-Unis (et il s'agit seulement du chiffre officiel), mais m'immigration a également diminué, en raison de nouvelles restrictions, ainsi que d'un environnement de manière générale moins accueillant et plus xénophobe. Le facteur de la hausse des loyers n'a donc pas résidé dans une importante augmentation du besoin de logements, mais dans le passage généralisé au télétravail, qui a transformé les souhaits des individus (notamment des travailleurs de la connaissance) quant à leur lieu de vie. De nombreux professionnels déménageant, les loyers et les prix des logements ont augmenté dans certaines zones, diminué dans d'autres. Les loyers au sein des zones d'augmentation de la demande ont toutefois augmenté davantage que ceux situés là où la demande a décliné ; c'est par conséquent le changement dans la demande qui a contribué à l'inflation globale.

Mais revenons à la question politique majeure qui nous intéresse ici. Un niveau plus élevé de taux d'intérêt fera-t-il augmenter l'offre de puces électroniques automobiles, ou l'offre de pétrole (conduisant d'une manière ou d'une autre MBS à en fournir davantage) ? Fera-t-il baisser les prix des produits alimentaires, autrement qu'en réduisant tant les revenus mondiaux que la plupart des personnes

finiront par limiter leur alimentation ? Évidemment, non. Au contraire, des taux d'intérêt plus élevés rendent encore plus difficile la mobilisation des investissements susceptibles d'atténuer les pénuries d'offre. Comme le démontre à la fois le rapport du Roosevelt Institute et mon précédent rapport corédigé avec Anton Korinek auprès de la Brookings Institution, des taux d'intérêt plus élevés pourraient à bien d'autres égards exacerber les pressions inflationnistes.

La mise en œuvre de politiques budgétaires judicieusement ciblées, et d'autres mesures encore plus finement élaborées, a davantage de chances de permettre une maîtrise de l'inflation actuelle que les politiques monétaires brutales et potentiellement contreproductives. La réponse appropriée face au niveau élevé des prix alimentaires, par exemple, consiste à en finir avec une politique de soutien des prix agricoles, vieille de plusieurs décennies, qui paye les agriculteurs pour ne pas produire, alors qu'ils devraient être encouragés à produire davantage.

De même, la réponse appropriée face aux augmentations de prix résultant d'un pouvoir de marché excessif réside dans une lutte antitrust plus efficace, et la réponse à apporter face aux augmentations de loyer des ménages pauvres consiste à encourager l'investissement dans de nouveaux logements, soit l'opposé de ce à quoi aboutissent les taux d'intérêt plus élevés. S'il existait une pénurie de main-d'œuvre (qui est généralement signalée par une augmentation des salaires réels – l'opposé de ce que nous observons actuellement), la réponse devrait consister à insister sur les mesures de garde d'enfants, sur les politiques pro-immigration, ainsi que sur les mesures d'amélioration des salaires et des conditions de travail.

Après plus d'une décennie de taux d'intérêt ultra-faibles, il est naturel de les « normaliser ». Pour autant, les augmenter au-delà de cette nécessité logique, dans une tentative idéale de maîtrise de l'inflation, se révèle non seulement douloureux aujourd'hui, mais laissera également des cicatrices durables, notamment chez ceux qui sont le moins en mesure de supporter le poids de ces politiques malavisées. Par opposition, la plupart des mesures budgétaires et autres réponses proposées ici produiraient des bienfaits sociaux à long terme, même si l'inflation venait à se révéler plus modeste que prévu.

Le psychologue Abraham Maslow a eu pour formule célèbre : « L'homme qui tient un marteau a tendance à considérer tout problème comme un clou ». Ce n'est pas parce qu'elle tient dans sa main le marteau que la Réserve fédérale américaine doit cogner partout dans l'économie.

Traduit de l'anglais par Martin Morel



L'enjeu mondial du financement de l'action climatique

LONDRES – Les projecteurs se sont maintenant éteints sur la conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP27) en Égypte, mais de nombreuses questions demeurent sans réponse sur le mode de financement des réductions des émissions et de l'adaptation. Le monde ne pourra empêcher le réchauffement planétaire d'atteindre des niveaux dangereux sans augmenter substantiellement les investissements dans les pays en développement. Si ces pays s'engagent sur la voie du développement en restant dépendant des carburants fossiles et des technologies polluantes, ils deviendront la plus grande source de croissance des émissions dans les prochaines décennies.



PAR VERA SONGWE¹,
NICHOLAS STERN² ET
AMAR BHATTACHARYA³

1- Sous-secrétaire général des Nations Unies
2- Ex-économiste en chef de la Banque mondiale (2000-03)*
3- Professeur invité praticien à l'Institut Grantham de recherche sur les changements climatiques et l'environnement de la London School of Economics and Political Science

H eureusement, ces investissements peuvent non seulement réduire les émissions et renforcer la capacité d'adaptation ; mais ils peuvent également générer une forme de croissance et de développement qui est beaucoup plus attrayante que les trajectoires polluantes et destructives du passé. Il est donc dans le propre intérêt des pays développés d'aider ces pays à accélérer la transition vers des économies viables, inclusives et résilientes. Nous avons été mandatés par la présidence égyptienne de la COP27 et la présidence britannique de la COP26 pour mener une analyse indépendante du financement dont les pays en développement (excluant la Chine) auront besoin d'ici 2030 pour réaliser les objectifs décrits dans l'Accord de Paris sur le climat. Notre rapport, publié dans la première semaine de la COP27, concluait que les investissements annuels de ces pays en interventions pour contrer les changements climatiques doivent augmenter dès maintenant, de 500 milliards de dollars en 2019 à 1 000 milliards de dollars, d'ici 2025 et à 2 400 milliards de dollars, d'ici 2030. Non seulement ces investissements rejoignent les objectifs de l'Ac-

cord de Paris ; mais ils stimulent cette nouvelle forme de développement afin de faire progresser la réalisation des Objectifs de développement du Millénaire.

Nous y avons défini trois priorités d'investissement. En premier lieu, le financement devrait viser l'accélération de la transition vers les énergies vertes, notamment le déploiement des énergies renouvelables, car elle est primordiale à l'atteinte des cibles de l'Accord de Paris. Deuxièmement, il faut accroître les investissements dans la capacité d'adaptation aux changements climatiques afin de protéger des vies et des moyens d'existence – notamment au sein des collectivités les plus démunies – contre les effets de plus en plus dévastateurs des changements climatiques. Seront également nécessaires des mécanismes efficaces et bien financés visant les pertes et préjudices (définis par des coûts qu'on ne peut éviter malgré les initiatives d'atténuation ou d'adaptation). Troisièmement, il est urgent de consolider la biodiversité et de conserver les écosystèmes dont tout le monde dépend. Les investissements dans la protection des milieux naturels représentent des contributions vitales au renforcement de la capacité d'adaptation et aux réductions des émissions.

Environ la moitié du financement de ces investissements pourrait être comblé par des sources publiques et privées issues des pays en développement et environ 1 000 milliards de dollars de plus pourraient provenir de ressources extérieures. Bien que les sources publiques de financement intérieures et extérieures sont essentielles, la plus grande part peut venir du secteur privé, qui investira afin d'obtenir des rendements attrayants sur le marché en plein essor des biens et services à émissions nulles et de favoriser l'adaptation aux changements climatiques, pour autant que les risques puissent être réduits et gérés. Un partenariat plus étroit entre les secteurs privé et public permettra de dégager de nouveaux débouchés d'investissement, de gérer les risques, de réduire les coûts de capital et de mobiliser le financement né-

cessaire à une échelle beaucoup plus grande. Ce financement doit par contre provenir de sources appropriées, comme les fondations philanthropiques, les droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international (les réserves de liquidité de l'IMF) ou la vente de crédits de carbone.

De plus, les subventions et les prêts à taux d'intérêt réduit accordés par les pays développés doivent passer de 30 milliards de dollars en 2019 à 60 milliards de dollars en 2025. Ce financement ne constituera qu'une infime portion des sommes globales nécessaires et il faudra faire preuve de discernement pour qu'il réponde à des critères qui ne risquent pas d'attirer des investissements majeurs de la part du secteur privé. Pour donner un ordre de grandeur, 60 milliards de dollars ne représenteraient qu'environ 0,1 % des prévisions de la production économique des pays développés en 2030, ou environ 0,7 % des 9 000 milliards de dollars que les pays nantis ont affecté à la lutte contre la COVID-19 ces deux dernières années.

F inalement, la Banque mondiale et d'autres banques multilatérales de développement ont un rôle essentiel à jouer dans l'atteinte des cibles de Paris. Leurs investissements annuels dans des projets d'action climatique devront tripler à 180 milliards de dollars d'ici 2025, à partir d'une base actuelle d'environ 60 milliards de dollars pour réaliser le financement conjoint avec le secteur privé à l'échelle nécessaire, jumelé au soutien pour les infrastructures publiques.

La décision à la COP27 de créer de nouveaux arrangements de financement des pertes et préjudices reconnaît que les États des pays industrialisés doivent investir davantage dans l'aide aux pays en développement pour limiter les dégâts des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents, de la hausse du niveau des océans, de la désertification et des autres problèmes découlant des changements climatiques. Tous les pays subissent déjà les pertes et préjudices découlant des changements climatiques, mais les conséquences sociales et économiques peuvent être beaucoup plus graves pour les pays en dévelop-

pement, qui non seulement doivent assumer les coûts de réparation et de reconstruction, mais aussi subir les réductions prononcées de la production économique, de l'emploi et des conditions de vie.

Les pertes et préjudices augmentent également le risque que les habitants des régions vulnérables et très exposées des pays en développement soient obligés d'émigrer, déstabilisant encore plus l'équilibre social et politique. Si les pays moins nantis peuvent renforcer leur capacité d'adaptation aux répercussions des changements climatiques et peuvent s'en remettre plus rapidement et plus efficacement, ils seront en mesure d'investir davantage dans des projets de développement à faible teneur en carbone. Ces pays seront également moins susceptibles de perturber la sécurité et la stabilité régionale et mondiale. Ici aussi, même si les pays en développement ont longtemps fait valoir, et avec raison, que les pays nantis devraient assurer un financement distinct aux pays en développement en guise de dédommagement pour les pertes et préjudices liés aux émissions antérieures, il est dans l'intérêt des pays nantis de le faire.

Les années 2020 constituent la décennie cruciale de la lutte contre les changements climatiques. D'autres retards nous amèneraient dans une zone extrêmement périlleuse. Même si tous les pays devront accélérer leur transition vers un bilan neutre en carbone, les pays riches doivent en faire beaucoup plus pour réduire leurs propres émissions et doivent également dégager les fonds nécessaires pour aider les autres pays les plus démunis pour les protéger d'un problème dont ils ne sont nullement responsables.

Traduit de l'anglais par Pierre Castegnier

* Coprésident de la commission internationale de haut niveau sur les prix du carbone, est professeur d'économie et de politique publique de l'Institut Grantham de recherche sur les changements climatiques et l'environnement à la London School of Economics and Political Science.

Patrick Bruel au **Le Quotidien**

«L'Algérie ne m'a jamais refusé une demande d'entrée au pays»

«Au revoir Tlemcen ! Merci pour cet accueil au-delà des espérances. Merci pour tous ces sourires et ces mots qui raisonnent longtemps. Et puis merci pour cet immense cadeau fait à maman. Son bonheur et son émotion resteront gravés...Et Maintenant, direction Oran».

Houari Saaïdia

C'est avec ce message publié, vendredi matin, sur son compte Instagram que Patrick Bruel a clos sa visite de deux jours dans sa ville natale, Tlemcen, en compagnie de sa mère. Il n'était pas au bout de cette émouvante et presque surréaliste histoire de retrouvailles avec son pays natal, 60 ans plus tard. Un autre épisode tout aussi émouvant, mais surtout hautement symbolique, l'attendait à Oran. La ville d'Yves Saint-Laurent. Sa maison. Deux histoires, deux expériences de vie, deux lignes d'univers qui ont beaucoup de points d'intersection et de similitudes. A l'origine, au commencement, dans un cas comme dans l'autre, il y eut d'abord la terre natale : l'Algérie. La naissance puis l'enfance. Ensuite, soudain, le départ, la séparation. Avec ou sans les adieux. Avec ou sans l'espoir, ni même la pensée, d'un retour. Et puis ensuite l'apprentissage au quotidien, l'autodidactie, l'éclectisme et, enfin, l'explosion de la créativité, de la passion et du talon. Et, chemin faisant, une célébrité évoluant à la vitesse de la lumière dans les quatre coins du globe. A la fin, ou vers la fin, il y a eu au final le grand créateur-couturier qui est mort avec son rêve, celui du retour au pays natal, et le grand artiste-chanteur-interprète qui vient peut-être de commencer une nouvelle vie après avoir réalisé le sien. Et, peut-être, au centre du centre de l'histoire, et en même temps au-delà du tout, il y a la mère.

«C'est l'émotion qui finit par l'emporter», souffre Patrick Bruel comme pour conclure sa petite conversation avec Kamel Daoud et quelques autres invités, au tout début de la visite guidée qu'il a effectuée dans la maison d'Yves Saint-Laurent, 11 rue Stora, Plateau Saint-Michel, Oran. Non sans avoir raconté, une fois encore, l'histoire-signe qui l'émeut encore et toujours : «Pendant que j'écrivais ma nouvelle chanson, 'Je reviens', j'ai reçu un coup de téléphone m'informant que les autorités algériennes souhaitaient que je revienne en Algérie et qui plus est avec ma maman. C'était un signe pour moi... Et, aujourd'hui, je suis bien là en Algérie. Après Tlemcen, je me trouve à Oran en ce moment présent. Et, plus précisément, dans la maison d'Yves Saint Laurent. Incroyable !».

Dans l'interview qu'il a bien voulu accorder au Quotidien d'Oran, au salon de la maison d'Yves Saint-Laurent, l'artiste aux millions de disques vendus, a notamment balayé d'un revers de la main ce qui est largement, et depuis assez longtemps, répandu, à savoir que le chanteur français Patrick Bruel-Benguigui, né à Tlemcen le 14 mai 1959, d'un père et d'une mère aux origines berbères-juives, s'est vu refusée à maintes reprises sa demande de retourner en Algérie. En effet, à en croire certaines sources reprises par des médias français et algériens, Patrick Bruel aurait, sans succès, à chaque fois, fait des démarches en ce sens en 2001 dans le cadre d'une délégation française d'artistes juifs nés en Algérie, et ce à l'occasion du Festi-

val d'été, puis lors de la visite de Nicolas Sarkozy en Algérie en 2007 et ensuite, pour la troisième fois, à l'occasion de la visite en 2017 d'Emmanuel Macron en Algérie. «Il n'y a jamais eu de ma part une vraie démarche en ce sens qui a été contrée... Jamais, au grand jamais. Pour preuve, la seule fois où j'ai fait une démarche à cet effet, ça a abouti sans problème et aujourd'hui je suis bien là, et avec ma mère en plus, dans mon pays natal que j'aime de tout mon cœur. Encore une fois, je vous affirme que l'Algérie ne m'a jamais refusé une demande d'entrée au pays», dément-il fermement.

Le Quotidien d'Oran : Quelle a été votre première impression en retournant, soixante ans après, à votre ville natale Tlemcen ?

Patrick Bruel : Une immense émotion. Une émotion complexe. Une double émotion, en fait. La première : moi qui reviens là où je suis né. Pour respirer les parfums, sentir et toucher les éléments de mon enfance. Je sais que je n'en ai pratiquement pas de souvenirs car j'avais à peine trois ans quand je suis parti. Mais il y a bien cette émotion particulière de fouler le sol du pays où on est né après tant d'années. Il y a en même temps l'émotion de voir l'émotion de ma mère. Et cela est pour moi le plus important dans ce voyage. J'étais tout petit lorsque nous étions partis tous les deux, ma mère et moi. Les voyages les plus importants de ma vie, je les ai tous faits avec ma mère. Et celui-là en est de loin le plus important. C'était impensable que je le fasse sans elle. Nous faisons ensemble ce voyage et recevons ensemble toute la douceur et l'émotion de l'instant présent et de l'amour qui nous encadre pendant ces jours. L'extraordinaire regard des gens qu'on croise. Partout où on va. Que ce soit à l'école où ma mère enseignait à l'époque, à la maison où elle a grandi, celle de mes grands-parents ou à la maison où je suis né... On est toujours tombé sur des gens gentils et aimables. Dans l'école où maman était enseignante, des élèves nous ont reçus avec mes chansons. Tout le monde était là, le directeur de l'établissement, les enseignants, les parents d'élèves... Nous sommes allés ensuite à la mairie pour voir au service d'état-civil nos registres de naissance et le registre de mariage de mes parents. A chaque point et à chaque fois, tout était si bien organisé. On a été toujours bien reçus grâce à l'Ambassadeur de l'Algérie en France, M. Saïd Moussi. Toute l'équipe était là, services consulaires compris. Bref, tout était organisé à la perfection. Mais la seule chose qu'on ne peut pas organiser, c'est le supplément d'âme. Ça on ne peut pas mettre en place. Soit il est là soit il n'est pas là. Ce qui s'est passé, et j'ai encore des frissons quand je vous en parle là maintenant, était tout simplement merveilleux. Ce qu'on a vécu, c'était au-delà des espérances. Une autre dimension. Je suis très heureux parce que maman a vécu un moment extraordinaire. Et puis, ça

a confirmé ce dont quoi j'étais élevé. J'étais élevé dans l'amour de ce pays et dans le souvenir de mes grands-parents et de mes oncles. Ils m'ont toujours raconté et transmis la douceur du vivre-ensemble des communautés. Moi, je n'étais pas élevé dans la rancœur, la haine et la revanche. Donc j'arrive là déjà apaisé. Et je repars encore plus apaisé. C'est tellement joli ce qui se passe depuis trois jours.

Tout est joli. Aujourd'hui à Oran, cette visite est aussi symboliquement importante. La maison d'Yves Saint-Laurent est porteuse de beaucoup de messages. Voilà, c'est une grande émotion et je suis très heureux d'avoir fait ce voyage et je sais que cela touche plein de gens. Surtout quand on y ajoute ces témoignages d'affection des gens que j'ai rencontrés sur mon chemin tous les jours, avec cette phrase qui revient en boucle dans toutes les bouches : «Soyez les bienvenus chez vous !». C'est ça le titre de notre voyage en Algérie.

Q.O. : Patrick Bruel a toujours porté l'Algérie dans son cœur et il n'a de cesse d'exprimer son désir d'y retourner un jour. Cela ne s'est pas réalisé et ce n'est pas faute pour lui d'avoir essayé, à ce qu'on dit. Il y aurait eu, croit-on savoir, plusieurs tentatives de sa part de 2001 à 2017, mais en vain. Qu'est-ce qui se serait passé dans l'intervalle pour que sa démarche soit enfin couronnée de succès avec l'acceptation, cette fois-ci, par les autorités algériennes de sa demande d'entrée, en vertu de laquelle il fait son tout premier voyage en Algérie ?

Patrick Bruel : Au fait, il n'y a jamais eu de ma part une vraie démarche qui a été contrée. En vérité, il y a eu ceci : «Tient, il est temps d'y aller» puis «Ben alors on va y aller» et puis ensuite «Non on ne peut pas y aller maintenant, on décale. Ça sera pour une autre fois»... Bref, une longue série d'annulations personnelles et de reports pour x raisons. Mais une démarche à proprement parler, en ce sens, il n'y en a jamais eu.

Q.O. : Donc, il n'y a jamais eu une demande pour l'obtention de visa d'entrée en Algérie pour Patrick Bruel comme membre d'une délégation française dans le cadre d'une visite présidentielle ?

Patrick Bruel : Non, jamais. Et ce pour la simple et bonne raison qu'on ne m'a jamais proposé ça.

Q.O. : Fin 2017, il était annoncé à travers plusieurs médias d'ici et d'ailleurs que Patrick Bruel devait faire partie d'une tournée en Algérie, programmée pour début janvier 2018, du chanteur Idir avec lequel il devait faire un duo. Vous confirmez ?

Patrick Bruel : Ah voilà, là oui. En effet, je vais vous expliquer qu'est-ce qui s'est passé au juste. J'allais vous en parler justement. A l'époque,



quand Idir m'a appelé pour faire un album avec lui, j'étais tellement flatté et heureux à l'idée qu'on puisse chanter ensemble. On devait venir le 4 janvier (2018) à Alger, mais le problème c'est que j'étais à ce moment-là à Los-Angeles tout seul avec mes deux enfants, dont un allait très prochainement faire sa rentrée en classe. Je ne pouvais absolument pas les laisser seuls, raison pour laquelle je me suis excusé auprès d'Idir de ne pouvoir me rendre avec lui à Alger. C'était la seule raison. Evidemment, j'ai tellement regretté cela d'autant que c'était là pour moi une double joyeuse opportunité : venir en Algérie et y chanter avec Idir. Mais Idir est omniprésent dans ma relation avec l'Algérie. Présent surtout de par ce duo qu'on a fait ensemble (chanson intitulée «Les larmes de nos pères») et par l'hommage que je lui rends dans ma chanson «Je reviens». Idir est dedans. Il fallait qu'il soit dans cette chanson.

Q.O. : Donc, pour clore le débat, il n'y a jamais eu un refus de la part des autorités algériennes à l'adresse de Patrick Bruel pour une demande d'entrée en Algérie que ce soit pour une visite personnelle, professionnelle ou sous le sceau d'une délégation officielle ou tout autre motif ?

Patrick Bruel : Jamais, au grand jamais. Pour preuve, la seule fois où j'ai fait une démarche à cet effet, ça a abouti sans problème et aujourd'hui je suis bien là, et avec ma mère en plus, dans mon pays natal que j'aime de tout mon cœur. Encore une fois, je vous affirme que l'Algérie ne m'a jamais refusé une demande d'entrée au pays»

Q.O. : Les relations entre l'Algérie et la France connaissent un vrai réchauffement depuis quelque temps et en

tête des mesures sur lesquelles ont convenu les présidents actuels des deux pays : la réconciliation mémorielle. Les artistes, notamment ceux français nés en Algérie dont vous êtes, n'ont-ils pas un rôle-clé à jouer dans l'apaisement des tensions et le rapprochement des deux pays ?

Patrick Bruel : Vous savez, tout ce qui tend à rapprocher les gens, à parler, s'entendre et se comprendre, c'est de la bonne initiative. Moi, je suis très heureux depuis trois jours et je ne vois autour de moi que de la bienveillance, que de la gentillesse, que de l'amour. Merci d'être là ! Et donc je me dis qu'on a tellement de belles choses à faire ensemble Français et Algériens. Il n'est jamais trop tard. De telles initiatives sont formidables et louables à tous les égards. Nous sommes deux pays qui avons beaucoup à apprendre l'un de l'autre et à œuvrer ensemble. Donc, on sera toujours là pour saluer ces actions et y contribuer.

Q.O. : Votre sentiment en visitant la maison-musée d'Yves Saint-Laurent, là où nous sommes en ce moment ?

Patrick Bruel : Je trouve que c'est avec beaucoup de délicatesse que Monsieur Mohamed Afane a entrepris la restauration de cette maison. Il a parfaitement réussi à l'aménager et la meubler à l'identique. Chapeau bas ! Là où on se parle maintenant, on a les pieds posés sur la tomette d'origine. Je trouve cela très émouvant. Jusqu'aux moindres détails, on est là dans quelque chose de très humain. Et tout à l'heure quand je suis entré dans la pièce où il y avait la machine à coudre et l'élément de travail, j'ai senti une vibration dans la pièce. J'ai bien envie de m'asseoir là pour très longtemps et d'écrire de nouvelles chansons.

La Tunisie ou les déboires de la théorie et de la pratique

Par Derguini Arezki *

Suite et fin

LE STYLE INDIRECT DE GOUVERNEMENT

Mais comme ce n'est pas elle qui applique, contrairement à la dictature qui force l'application, la société qui pense cherche le moyen de faire appliquer sa théorie à celle qui l'exécute. Elle usera toujours de la contrainte, de manière ouverte au départ et aux moments de crise, mais de manière discrète une fois la contrainte intériorisée. L'intériorisation de la contrainte suppose une stabilisation du rapport de classes qui ne va pas sans une fertilité de la théorie : ce qu'elle rapporte aux deux classes leur convient.

Une lutte ou une collaboration entre les deux classes définiront les conditions de ce rapport. On peut constater à l'échelle mondiale que la collaboration de classes l'a emporté. En effet, les ressources étant mondiales, le produit national et sa répartition dépendent largement de la compétition internationale. La lutte entre nations - sans parler des luttes nationales d'indépendance, l'a emporté sur la lutte de classes. La lutte interne (de classes ou de classes en formation) ne l'emporte sur la lutte externe (en général compétition économique ou guerre) que quand celle-ci coûte plus qu'elle ne rapporte et que la nation régresse. Aussi constatera-t-on dans les parties du monde chez les unes une guerre ou compétition entre nations et chez les autres entre groupes sociaux. La lutte de classes n'est pas passée à l'échelle mondiale. S'il y a une classe mondiale de propriétaires, il n'y a pas de classe des prolétaires, mais des classes (et la division en classes n'est pas la seule en jeu) que la classe mondiale réussit à mettre en compétition.

Une telle division sociale du travail de la société de classes, comment pourrait-elle fonctionner dans une société qui, quand elle ne la refuse pas, peine à intérioriser un tel rapport de classes ? Le refus ou la difficulté tient à ce que la dichotomie de la théorie et de la pratique par laquelle la division de classes voulait s'introduire a été inefficace. Parce que non acclimatée, elle s'est aggravée au lieu de se résorber en fin de parcours de l'expérience.

On confond trop souvent le *gouvernement du peuple par le peuple* avec le système politique dans lequel s'est incarnée la société de classes européenne. Après la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique, la fin de l'histoire a été annoncée et on a cru le triomphe du libéralisme consacré. De nombreuses élites postcoloniales ne voyaient plus l'avenir que dans la forme du libéralisme et de son système politique. Dans les sociétés postcoloniales, l'*acclimatation du modèle occidental de gouvernement du peuple par le peuple* a réussi dans certaines sociétés, mais pas dans d'autres. Partout où l'idée de nécessaire acclimatation était insuffisamment partagée, l'adoption a échoué.

L'idée d'acclimatation était absente en Tunisie, car acclimater quoi à quoi ? Les clivages idéologiques associés au modèle prirent la place du projet d'acclimatation, de transcontextualisation. Le système politique n'a pas été pensé par la société comme le moyen de réaliser sa volonté de puissance. On n'a pas pensé que la démocratie parlementaire a été le moyen de la réussite des sociétés occidentales dans un contexte d'hégémonie. Il y était question d'appliquer le modèle, certains pour l'appliquer correctement, autrement dit selon son mode d'emploi, d'autres pour l'acclimater à une idéologie ou le récuser. Il n'était pas question pour la société de contester le moyen emprunté s'il ne conduisait pas à la fin sociale recherchée. Pour les différents partis, le dernier mot n'était pas celui de l'expérience, mais celui de la théorie érigée en idéologie, autrement

dit non pas en hypothèse, mais en dogme.

On oppose souvent « démocratie par le haut » (forme de gouvernement de la démocratie représentative) et démocratie par le bas (démocratie directe ou délibérative). La démocratie n'est pas une forme de gouvernement (John Dewey). Ce qu'il faut opposer est plutôt le *style de gouvernement*, le *style direct* qui commande, par l'édition d'une loi générale et son application, et le *style indirect* qui travaille sur les croyances de la société et leur vérification, sur les conditions de transformation des dispositions sociales. Gouverner ne consiste pas à édicter des lois selon les désirata d'une majorité ou d'une minorité qu'une population aurait ensuite à appliquer. Gouverner dispose la société à se gouverner en se donnant de bonnes dispositions, de bonnes lois et de bonnes institutions. La démocratie fait converger, en bien ou en mal, les propensions de la société et les objectifs de la politique publique. Elle implique la société dans sa transformation. La politique publique aurait pour objectif d'établir les conditions générales nécessaires à la réalisation et/ou transformation des dispositions de la société pour qu'elles puissent se réaliser. Si les dispositions de la société ne font pas corps avec de telles conditions légales et institutionnelles, si elles divergent avec la politique publique, cela ne permettra ni à l'État ni à la société de réaliser leurs objectifs.

On constate dans les sociétés postcoloniales une incohérence des dispositions de la société, un désajustement des propensions à consommer et des capacités de la société, puis des dispositions et du cours réel des choses, et un ajustement des dispositions au cadre d'exercice légal et institutionnel qui n'arrive pas à corriger leur écart. Le désajustement constaté entre les propensions à consommer et les capacités s'explique. Les premières sont suscitées par la consommation mondiale, les secondes détruites par la production mondiale. La propension à importer finit par excéder fortement la propension à exporter. La politique ne prend pas en compte ce que sont les dispositions ce qu'elles doivent devenir pour se réaliser, s'ajuster au cours réel, étant donné un contexte national et international (croissance ou décroissance, compétition ou guerre). Les élites surfent alors sur les dispositions sociales et le cours des choses sur lesquels elles n'ont pas de prise jusqu'à ce qu'explosent des « révolutions » avec le choc entre des dispositions sociales (forte disposition à consommer) et le cours des choses (faible capacité de production et propension à importer insoutenable).

Le divorce entre les capacités et les dispositions sociales est largement dû au fait que les sociétés postcoloniales sont indirectement gouvernées par les grandes puissances industrielles. Ces dernières produisent chez ces premières des consommateurs et détruisent la concurrence qui les menace. On peut dire que les dictatures qui ne peuvent se transformer en démocratie sont largement au service des grandes puissances industrielles, qu'elles les arrangent, malgré des discours qui dérangent, mais sont sans conséquence. L'avenir appartient aux sociétés qui ont adopté le style de gouvernement indirect^[2], elles dominent celles dont le style est resté direct et feront la guerre à celles qui leur résistent.

Pourquoi dans les démocraties représentatives des politiques de gauche doivent être appliquées par des gouvernements de droite pour être acceptées et inversement ? Parce qu'alors les partis ne peuvent pas réaliser leur programme sans les autres partis, sans une majorité politique ou un large consensus politique. Il arrive alors qu'un gouvernement de droite fasse accepter une politique d'austérité à ses électeurs plus facilement qu'un gouvernement de gauche, de même



pour un gouvernement de gauche. Ce qui est une autre façon de faire majorité/consensus de manière indirecte : faire faire une politique de droite par un gouvernement de gauche. L'important c'est que les partis qui divisent la société à un moment donné puissent la rassembler à un autre. Les partis allemands se divisent lors de la compétition électorale, ils s'unissent lors de la réalisation du programme de gouvernement. Les sociétés qui ont adopté la *représentation proportionnelle* ont plus confiance dans leur unité que celles qui ont adopté le scrutin majoritaire. Dans les sociétés qui fonctionnent au consensus et à la compétition, les partis politiques ont une meilleure santé et ne subissent pas de chocs. Ils représentent des intérêts collectifs, plutôt que des idéologies, qui savent que leur réalisation dépend de la réalisation d'un intérêt national. On dit que les élections déterminent la politique à courte vue des partis, cela n'est juste qu'en partie. La vie politique d'un parti relève d'une autre échelle de temps, celle des croyances vérifiées de la société. Quand une société ne vérifie plus ses croyances, quand elle ne sait plus, la vie politique peut se réduire à la préparation d'une élection présidentielle, à la recherche d'un homme providentiel. Un parti idéologique, trop porté à s'en tenir à une cohérence formelle, est fermé à l'expérimentation, il échoue dans sa fonction de médiation, il ne travaille plus à l'ajustement des dispositions sociales et des capacités à les satisfaire. Un parti représentant des intérêts est moins porté à l'abstraction, il contribue à la transformation des préférences des consommateurs et des producteurs en préférences collectives, à l'alignement des intérêts, il se trompe et se corrige.

Des élites peuvent avoir raison contre leur société ou avoir tort, et inversement. Quand elles ont raison et leur société a tort, ce qui devrait être le cas quand elles doivent affronter de l'inédit auquel elles n'ont pas préparé leur société, elles ne pourront faire admettre à la société leur politique que s'il y a consensus entre leurs différentes composantes. Leur *consensus politique* ne permettra pas à la société d'affirmer une forte opposition. Mais ce consensus se défera si elles ne peuvent gagner progressivement un consensus social, si les croyances de l'élite ne deviennent pas celles de la société.

Les partis de masse, comme les syndicats de masse, sont importants pour la vie politique d'une société relativement unifiée. Sans ces organisations, le débat politique ne pourrait pas concerner l'ensemble de la société. Une vie politique en mesure de produire des majorités politiques, du consensus social et politique, a besoin de citoyens impliqués. Dans une société segmentée ou en voie de

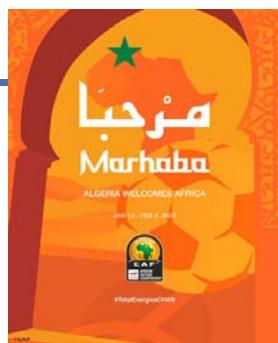
fragmentation, les partis de la démocratie représentative sont inadaptés ou à contrecourant, ils se surajoutent aux divisions sociales existantes. Dans le cas de la théorie tunisienne de « la démocratie par la base », tout se passe comme si l'équipe dirigeante allait jouer d'un découpage électoral et d'anciennes divisions sociales pour vaincre les résistances qu'oppose la société civile et politique à la Révolution, à commencer par les institutions de la démocratie représentative. La Révolution de l'équipe dirigeante s'appuie sur les régions ignorées par le développement pour contester les acquis de celles qui en ont bénéficié. Elle ne peut conduire qu'à un laminage des classes moyennes étant donné la crise sociale et économique. La question est comment cela va s'effectuer, dans l'ordre ou le désordre ? La société participant à sa déstructuration ou sa restructuration, jouera-t-elle l'inertie ou la participation active ? La société tunisienne comme beaucoup d'autres ne veut pas voir que le futur des nouvelles générations ne ressemblera pas au passé des générations précédentes. Elle est simplement touchée avant les autres et ne voit pas qu'il faudra reculer pour mieux sauter. La puissance productive mondiale ne va pas continuer à s'accroître, le pouvoir d'achat par conséquent. Quelle part de la production mondiale, la Tunisie et l'Afrique vont-elles s'attribuer ? Et comment vont-elle se distribuer ?

* Enseignant chercheur en retraite

Notes :

[1] Je rappelle que les croyances ne sont pas à prendre dans le sens du rationalisme qui oppose savoir et croyance, comme rationalisme et irrationalisme, mais dans le sens du pragmatisme, de savoir vérifié. Il n'y a pas de savoir absolu, le savoir se vérifie dans une expérience.

[2] Un récent livre nous en donne un avant-gout. Philippe Huneman. Les sociétés du profilage - évaluer, optimiser, prédir. Payot. Janvier 2023. Un extrait de l'introduction : « Nous avons donc quitté les sociétés de contrôle, nous entrons dans les sociétés du profilage. Si, certes, contrôle comme profilage individualisent, le contrôle joue sur l'ici et maintenant tandis que le profilage prédit. Le contrôle, héritier de la discipline, suit et surveille les comportements, alors que le profilage, lui, portera sur les croyances et les préférences au sens des économistes. Le profilage hérite aussi de l'idéal régulateur de la discipline, à savoir l'optimisation d'une productivité. Enfin le profilage, à la différence du contrôle et dans la lignée de la discipline, fait naître de nouveaux sujets et de nouveaux groupes, comme j'y insistai. »



Patrice Motsepe, président de la CAF **CHAN-2022 : «l'Algérie a réussi son pari en matière d'organisation»**

Le président de la Confédération africaine de football (CAF), Patrice Motsepe, s'est félicité, samedi à Alger, du «grand succès» de l'organisation du Championnat d'Afrique des joueurs locaux (CHAN-2022), soulignant que «l'Algérie a réussi son pari». L'organisation du CHAN-2022 a été un grand succès, non seulement en matière d'organisation logistique, mais également avec la présence du public algérien qui a donné une touche très spéciale à cette 7^e édition. Je remercie chaleureusement le président de la République, Abdelmadjid Tebboune pour son soutien indéfectible pour la réussite de ce rendez-vous africain», a déclaré Motsepe lors de la conférence de presse, consacrée à la présentation du bilan du CHAN-2022 en Algérie.

Après avoir réaffirmé que la 7^e édi-

tion du CHAN est «la meilleure de toutes les éditions précédentes», le président de la CAF a indiqué à cette occasion que «l'Algérie a marqué des points positifs en matière d'organisation et le peuple algérien ne peut être que fier de ce qu'il a été présenté lors de cette édition».

Le premier responsable du football en Afrique a appelé à cette occasion tous les pays africains à respecter les lois et règlements intérieurs de la CAF et de la FIFA, précisant que son instance a «ouvert une enquête concernant le forfait du Maroc et son absence à cette édition». «Nous avons des règlements intérieurs régissant l'instance africaine et tout le monde doit comprendre cela. La participation du Maroc a été annoncée et l'Algérie, en tant que pays hôte, a pris toutes ses dispositions pour les accueillir dans

les meilleures conditions», a dit Motsepe. Le président de la CAF a également évoqué la question de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2025) dont l'Algérie est candidate.

«Le plus important pour nous, c'est que le Comité exécutif désignera le pays hôte de la CAN-2025, dans un climat de transparence et d'éthique sportive. La décision sera prise par tous les membres et je veillerai à ce que cela se passera dans la plus grande sérénité et dans le respect total de la réglementation», a-t-il souligné. Et d'ajouter: «Nous n'avons pas encore arrêté la date de l'annonce du pays qui abritera la CAN-2025 parce que, tout simplement, la CAF veut prendre la bonne décision en dehors de toute précipitation et selon les normes exigées en matière d'organisation de ce genre de compétitions».

CHAN 2022

Madagascar arrache la troisième place

La sélection malgache s'est adjugée la troisième place de la septième édition du Championnat d'Afrique des nations (CHAN) des footballeurs locaux après sa victoire devant le Niger sur la plus petite des marges (1-0), au stade Miloud-Hadefi d'Oran. Ayant échoué à aller au bout de leur rêve, en perdant leurs premières demi-finales dans l'histoire du CHAN, les sélections du Niger et du Madagascar avaient néanmoins un bon coup à jouer, en tablant sur une troisième place dans cette septième édition, ce qui constitue en soi une performance de taille pour les deux équipes. Mais les deux antagonistes n'ont pas réussi à hisser le niveau de jeu, par manque de motivation peut-être, puisque la première mi-temps a été pauvre en occasions franches, même si les Malgaches sont parvenus à prendre possession du cuir, mais sans grand danger. D'ailleurs, la seule alerte signalée pendant les premières 45 minutes du match fut l'œuvre de Natenaina (18'), dont le tir à ras de terre a frôlé le poteau gauche de la cage nigérienne. Pour sa part, la formation du Niger, fidèle à sa stratégie de jeu adoptée depuis le début de cette compétition, en misant sur les longues balles, n'a pas du tout inquiété le gardien adverse.

Les Malgaches vont revenir avec de meilleures ambitions lors de la seconde période, parvenant à dominer les

débats et assiéger le camp adverse. Cela s'est traduit, du reste, par quelques occasions nettes de scorer.

Il a fallu attendre al dernière minute du match pour voir Jean Razafindrakoto débloquer la situation et marquer le but de la délivrance et dédier aussi la médaille de bronze à son pays, et ce, pour sa première participation dans le CHAN.

La cérémonie de remise des médailles, organisée à l'issue de la rencontre, a été présidée par le président de la Confédération africaine de football (CAF), Patrice Motsepe, en présence du ministre des sports du Gabon Franck Nguema, du président de la Fédération algérienne de football, Djahid Zefizef, ainsi que des autorités locales et des membres du Comité d'organisation du CHAN.

DÉCLARATIONS

Romuald Rakotondrabe :

«C'est vraiment incroyable ce qu'on vient de réaliser. Pour notre première participation au CHAN, on ne pouvait pas espérer mieux. Le mérite revient en premier lieu aux joueurs qui y ont cru. Ils étaient volontaires pendant tout le tournoi. Ils voulaient tant faire quelque chose dans ce tournoi, même s'ils manquaient d'expérience dans ce genre de compétition. Je suis très content pour eux. Par ailleurs, je dois aussi

féliciter les Algériens pour la très bonne organisation de ce CHAN. Franchement, rien ne nous a manqué dans les trois villes où nous avions évolué, à savoir Constantine, Alger et Oran. Je souhaite de tout mon cœur que l'Algérie obtienne l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations de 2025, surtout pour son magnifique public».

Hassen Idé Barkiré (sélectionneur adjoint du Niger) :

«Malgré cette défaite, je peux dire que nous avons atteint notre objectif. Beaucoup ne nous donnaient pas cher avant le début de cette compétition, mais nous y avons cru, et voilà que nous sommes récompensés par une quatrième place historique pour notre football. Nous avons très bien préparé ce rendez-vous, et on aurait pu faire mieux, mais, tout comme lors du précédent match de demi-finales contre l'Algérie, nous avons flanché sur le plan physique, un détail bien exploité par l'adversaire aujourd'hui qui nous a dominés en deuxième période. Cela dit, ça reste une bonne expérience pour nous, surtout que ce CHAN s'est déroulé dans de très bonnes conditions et a connu une organisation parfaite. Personnellement, cela ne m'a nullement surpris, car je connais les compétences des Algériens qui ont toujours réussi l'organisation des grandes épreuves».

Cameroun : encore un problème avec Le Coq Sportif !

Le différend opposant la sélection du Cameroun à l'équipementier Le Coq Sportif n'est pas près d'être résolu... Le CHAN 2022 vient en effet de donner lieu à un nouveau bras de fer entre les deux parties.

Dans un courrier signé du 31 janvier et qui a fuité dans la presse locale, Le Coq Sportif accuse la Fédération camerounaise de football (Fecafoot) de continuer à utiliser ses équipements en toute illégalité. «Il a été porté à notre attention le fait que votre sélection arborait notamment toujours nos produits lors de tournois sportifs tel que le Championnat d'Afrique des nations de football qui se tient actuellement sur le territoire algérien», dénonce ainsi le courrier. Durant les deux matchs disputés au CHAN 2022 face au Congo (1-0) et au Niger (0-

1), les Lions Indomptables A' ont arboré des maillots estampillés One All Sports, leur nouvel équipementier, mais les accusations du Coq Sportif portent peut-être sur les entraînements ou les tenues hors-match.

«Nous ne pouvons donc que nous étonner de la contradiction manifeste résultant des éléments qui précèdent et ce, d'autant plus que vous affirmiez publiquement vous-même, le 9 novembre dernier, que c'est à bon droit que vous aviez résilié nos accords contractuels», s'étonne la firme, en dénonçant des agissements «caractéristiques d'une mauvaise foi manifeste». «En tout état de cause, outre le préjudice absolument considérable subi résultant de votre refus délibéré d'exécuter vos engagements contractuels, notamment lors de la dernière Coupe du monde, le fait,

pour le FECAFOOT de se prévaloir de cet ensemble contractuel unilatéralement, partiellement et quand bon lui semble, cause naturellement à notre société un nouveau préjudice particulièrement important.»

Rappelons que la Fecafoot avait acté unilatéralement la rupture de son contrat avec la marque française en août dernier en dénonçant le non-respect de ses obligations contractuelles. Le Coq Sportif s'était alors tourné vers la justice et le tribunal judiciaire de Paris lui avait donné gain de cause en novembre en ordonnant le maintien du contrat jusqu'au 31 décembre 2023. La firme avait néanmoins promis une trêve pendant la Coupe du monde 2022 afin de ne pas perturber Eric-Maxim Choupo-Moting et ses coéquipiers. Celle-ci est visiblement terminée !

CAF : Cinq stades algériens homologués

Cinq stades algériens sont homologués par la commission d'homologation de la Confédération Africaine de Football (CAF).

Il s'agit en effet du stade du 5 juillet et le stade Nelson Mandela (

Alger), le stade Miloud-Hadefi d'Oran, le stade Chahid Hamaoui de Constantine et enfin le stade du 19 mai 1956 d'Annaba.

D'ici la saison prochaine, d'autres stades seront sûrement homologués

à l'image de celui de Tizi-Ouzou qui sera livré durant l'année en cours. Le fait d'avoir cinq stades homologués va permettre aux clubs algériens engagés en compétitions intercontinentales d'avoir l'embarras du choix.

Football étranger

Real Madrid: blessure «bénigne» pour Benzema

Carlo Ancelotti (entraîneur du Real Madrid, vainqueur 2-0 du Valence CF jeudi en match en retard de la 17^e journée de Liga, en conférence de presse d'après-match): «Le match a été bon, on est sur une belle dynamique. En deuxième période, l'adversaire a un peu relâché la pression, et on a mieux contrôlé le match. (Sur les blessures de Militao et Benzema) Celle de Militao paraît un peu plus sérieuse que celle de Benzema. Celle de Karim paraît plus

Cristiano Ronaldo ouvre son compteur but avec Al Nasr



Cristiano Ronaldo a fait trembler les filets pour la première fois avec Al Nasr (2e) qui compte un match en plus. Le premier but de la star portugaise, qui fête ses 38 ans dimanche, intervient lors de son troisième match sous les couleurs d'Al Nasr. Il n'avait pas marqué lors des deux précédents matches contre Al Ettifaq (1-0) en championnat, puis lors de la défaite 3-1 en Supercoupe face à Al Ittihad la semaine dernière. Avant ses débuts officiels en compétition, l'international portugais, s'est engagé jusqu'en juin 2025 avec Al Nasr, avait réussi un doublé contre le Paris Saint-Germain, en match amical.

Manchester United veut s'offrir une star du Barça

Après l'échec de la piste menant à Frenkie de Jong, pourtant largement convoité ces derniers mois, Manchester United s'attaque à un nouveau joueur du FC Barcelone. Plus jeune, plus offensif. Son nom ? Ansu Fati. Manchester United ne compte pas lâcher le FC Barcelone sur le marché des transferts. Déjà aux trousses de leurs homologues catalans pour tenter d'attirer Frenkie de Jong, les dirigeants mancuniens ont de la suite dans les idées. Toujours à la recherche d'un attaquant de classe mondiale, les Red Devils auraient ainsi

Dans l'impasse, un ex du Real Madrid pourrait filer en MLS

L'Espagnol Isco a été proche, durant le mercato d'hiver 2023, de l'Union Berlin, le 2e de la Bundesliga. Mais les deux parties n'ont finalement pas trouvé d'accord, et le milieu offensif est désormais sans contrat. La carrière de l'international espagnol aux 38 sélections est au point mort. Arrivé au Real Madrid en 2013, Isco a eu sa place dans l'effectif pendant plusieurs saisons, avant de lentement tomber dans l'oubli, chez l'actuel 2e de la Liga. Désirant jouer, le milieu offensif a quitté la capitale espagnole pour le FC Séville, en août 2022, dans le but de relancer sa carrière. Mais en Andalousie, Isco a déçu malgré un temps de jeu raisonnable (19 rencontres, 1 but, 3 passes décisives) et des tensions ont éclaté entre le joueur, le staff et la direction. Ce qui l'a poussé à résilier son contrat. Négociant une arrivée à l'Union Berlin cet hiver, Isco n'a finalement pas signé dans la formation allemande après un changement de dernière minute dans la proposition berlinoise. Selon Mundo Deportivo, l'Union Berlin a en effet proposé seulement 6 mois de contrat à Isco, alors que les deux parties négociaient depuis plusieurs semaines sur une durée de bail plus longue. Un changement que n'a pas accepté l'Espagnol, qui s'est voulu philosophe au micro de 101TV Séville : «Ce sont des choses qui arrivent dans le football».

France

Les agriculteurs appellés à manifester en tracteur à Paris mercredi



Les agriculteurs sont appels à défil en tracteur mercredi matin dans Paris, pour dénoncer «la disparition» de productions agricoles françaises du fait de la diminution du nombre de pesticides à leur disposition. Le syndicat agricole majoritaire FNSEA et la Fédération dans la production de betteraves sucrières (CGB) appellent à se mobiliser à partir du 8 février à Paris et jusqu'au 20 février dans toute la France». Les agriculteurs comptent converger en tracteurs jusqu'à l'esplanade des Invalides, à proximité de l'Assemblée nationale et du ministère de l'Agriculture. «C'était pratique pour stocker les tracteurs mais surtout c'est un symbole car Napoléon (enterré aux Invalides) avait importé la betterave de Pologne pour rendre la France indépendante en sucre et doit se retourner dans sa tombe aujourd'hui», a déclaré à l'AFP Damien Greffin, président de la FNSEA Grand Bassin parisien et agriculteur dans l'Essonne. Selon lui, près de 900 tracteurs ont déjà annoncé leur participation au mouvement. Le gouvernement a décidé le 23 janvier de renoncer à autoriser les insecticides néonicotinoïdes pour la culture de la betterave sucrière, à la suite d'une décision de la Cour de justice de l'Union européenne rendant illégale toute dérogation. Ces substances, toxiques pour les abeilles et interdites depuis 2018, bénéficiaient en France d'une dérogation depuis deux ans, ce qui permettait de les appliquer préventivement sur les semences de betteraves sucrières - pour les prémunir de la jaunisse, maladie virale

menaçant les rendements. Le sujet des néonicotinoïdes est «la partie émergée de l'iceberg», affirme Damien Greffin, qui cite l'interdiction de l'insecticide phosmet, qui «compromet» la culture de cerises, ou celle d'un désherbant pour les endives. On assiste selon lui à une «hécatombe des filières agricoles les unes après les autres (...) à ce rythme-là, l'agriculture française va disparaître». Tout en affirmant qu'il n'est «pas question de faire l'apologie des produits phytosanitaires», il est partisan d'une réintroduction des néonicotinoïdes «tant qu'on n'a pas d'autre solution».

Pour la FNSEA, c'est «la souveraineté alimentaire», «affichée comme priorité gouvernementale», qui est en jeu. Le syndicat appelle l'exécutif à «passer du discours aux actes».

Liban: 3 enfants syriens morts noyés près d'un camp de réfugiés

Trois enfants syriens sont morts noyés vendredi dans un bassin près de leur camp de réfugiés à Qaa dans l'est du Liban après des pluies torrentielles, a indiqué à l'AFP le maire de cette localité. «Deux frères qui nageaient dans un bassin sont morts noyés, de même que leur cousin qui a tenté de les sauver», a déclaré le maire de Qaa, Bachir Matar. Les dépouilles des trois garçonnets, dont l'âge ne dépasse pas les dix ans, ont été retrouvées par l'armée libanaise et les services de renseignement, a indiqué l'Agence nationale d'information (ANI, officielle). Elles ont ensuite été transportées par les secours à l'hôpital gouvernemental du Hermel (est), selon cette source. Depuis quelques jours, une tempête frappe le Liban, déversant pluies torrentielles et neige et endommageant les infrastructures déjà vétustes de ce pays en crise. Des centaines de milliers de Syriens ont fui vers le Liban après le début de la guerre en Syrie voisine en 2011. Selon les

Rwanda : 11 morts et 36 blessés dans l'effondrement d'un séchoir à maïs à Kigali

Au moins 11 personnes ont été tuées et 36 autres blessées vendredi lorsqu'un séchoir à maïs s'est effondré sur elles dans le district de Gasabo, à la périphérie de Kigali, la capitale du Rwanda, a annoncé un responsable local. «L'accident s'est produit vers 8H30. Le séchoir s'est effondré sous le poids important des épis de maïs», a dit à la presse Désiré Nsabimana, secrétaire exécutif du secteur de Rusororo, où la tragédie s'est produite. «Le séchoir s'est effondré alors que les victimes se trouvaient à l'intérieur pour vérifier leurs céréales», a-t-il indiqué, ajoutant que les blessés ont été transportés d'urgence à l'hôpital voisin de Masaka. La police a déclaré que des enquêtes étaient en cours pour élucider établir les circonstances dans lesquelles l'incident s'est produit. M. Nsabimana a expliqué que le séchoir avait été construit à l'aide de piliers et recouvert de plaques de fer, signalant que l'appareil appartenait aux agriculteurs d'une coopérative d'environ 76 personnes.

autorités, le Liban accueille environ deux millions de réfugiés syriens, tandis que près de 830.000 sont enregistrés auprès de l'ONU. Début décembre, le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) avait appelé à soutenir les réfugiés syriens au Liban et les citoyens libanais vulnérables dans un pays plongé dans une crise socio-économique sans précédent. Selon le HCR, le Liban accueille «l'une des plus grandes populations de réfugiés par habitant au monde».

**1 morts et 36 blessés dans
et d'un séchoir à maïs à Kigali**

trouvaient à l'intérieur pour vérifier leurs céréales», a-t-il indiqué, ajoutant que les blessés ont été transportés d'urgence à l'hôpital voisin de Masaka. La police a déclaré que des enquêtes étaient en cours pour élucider établir les circonstances dans lesquelles l'incident s'est produit. M. Nsabimana a expliqué que le séchoir avait été construit à l'aide de piliers et recouvert de plaques de fer, signalant que l'appareil appartenait aux agriculteurs d'une coopérative d'environ 76 personnes.

Dans un communiqué publié par le Premier ministre Edouard Ngirente, le gouvernement a présenté ses condoléances aux familles et a promis d'apporter son soutien aux familles endeuillées ainsi qu'aux blessés. «Les blessés ont été évacués vers des structures médicales et sont pris en charge par le personnel sanitaire d'urgence. Les mesures visant à assurer la sécurité des structures construites seront renforcées afin d'éviter de tels incidents à l'avenir», peut-on lire dans le communiqué.

ANNONCES CLASSÉES

APPARTEMENTS

VILLAS

TERRAINS

- Loue F2 St-Pierre, 1^{er} (2,5U) – F3 Angle rue Mostaganem, RDC (3U) – F3 Cité Lescure, 10^e (2U) – F5 Karguentah, 2^e (4U) – F5 Ain El Turck, 4^e (2,5U) – duplex R+1/Kerma (5U) – Ag ABDALLAH : 041.38.62.87/ 0770.40.87.48

■ Vends F3 Maraval (mosquée Benicha) RDC (750 U) – F3 rue Larbi Ben M'hidi, 5^e (800U) – F3 rue Thiers centre-ville, 2^e (700 U) – F3 promotionnel, 1^{er} Ain el Turck, F2 Cité Lescure, 3^e (370 U) – Ag ABDALLAH : 041.38.62.87/ 0770.40.87.48

■ Vends appartement F3 refait à neuf, Hai Sabah, Oran, acté aux environs du Commissariat, curieux s'abstenir – Tél : 0778.63.96.81

■ Vends F4 1^{er} étage, centre Mi-chelet /Oran toutes commodités Tél : 0790.13.89.12

■ À louer F3, 5^e ascen. Miramart équipé + F3, 2^e Maraval, équipé + F3, 3^e Castors prom + F4, 4^e Gde-Terre + F3, 2^e Zitoune – A louer local 60 m², trig 6, Maraval – A.V café 60 m² + matériel, Maraval – A.V F2 75 m Prom Millénium – A.V F3 100 m² RDC, 3 box, prom Millénium – A.V F2 56 m², 2^e ét USTO HLM – Bur d'aff : 0793.82.61.44

■ Vends F3 70 m², 4^e étage, meublé à Akid Lotfi. Prix 1,2 milliard négociable – Vends F3, 90 m², 1^{er} étage, Akid Lotfi – vend F7 top Millénium 2,5 milliards – vends F4 top Millénium, 2 milliards – Loue local 24 m², face daïra d'Oran Bureau d'affaires : 0553.04.38.07

■ A vendre des apparts promotionnels, F4 et F5, standing, sup 160 m², 2 par palier (idéal pour 2 familles proches) bien situés à Fernandville, Oran – Tél : 0550.43.41.87

■ Vends/échange F3 meublé, 104 m², ttes commodités (gaz, eau h24, clim et box) dans une résidence surveillée, contre local commercial, terrain ou duplex, à Oran, étude ttes propo. Résidence Victoria Bel-Air Oran. Tel : 0792.01.28.09

■ A vendre haouch sup 215 m² (ancienne bâtie) acté + L/F faç 7m, rue Khelifa Ben Allal hai Makkari, St-Eugène, à côté Souk des voit, Oran - Tél : 0561.64.11.86

■ Vends à cité Petit, une maison de maître 60 m², R+3 nouvelle construction – 0770.00.63.82

■ Vends villa 400 m² à Trouville, vue sur mer, toutes commodités, 2 niveaux, garage et jardin – Tél : 0698.60.64.99

■ Je mets en vente une villa R+2, bien située, côté Casnos Canastel ; superficie 250 m², 2 façades (13 x 20) m au RDC, 4 locaux et une cour – Bur d'aff : - 0669.00.59.03

■ A vendre villa 2 étages, suap 135 m², luxe + piscine garage (2 voit) à Boudjemâa Oran. Tél : 0674.73.93.74

E EMPLOIS

■ Importante entreprise privée spécialisée dans la distribution recrute juriste (H) maîtrisant outil inf, diplôme en Droit, exp 3 ans minimum, lieu de résidence, Oran, Sétif – Envoyez CV : cdrh2020@gmail.com

■ Urgent herche garde malade femme (expérience + condition physique...) pour prendre soin d'une femme âgée, malade, le week-end, samedi et dimanche. Contacter : - 0792.17.60.24

■ Famille à Oran cherche une femme de ménage : Tél : 0540.04.85.95

PENSÉE
A la mémoire de notre cher et regretté père et grand-père
M. BECHIR
Mohamed Adjel
décédé le 03 février 1992
Cela fait 31 ans, depuis qu'il nous a quittés en laissant derrière lui un immense vide irremplaçable, son souvenir reste gravé à jamais dans nos cœurs. Toute sa famille demande à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.



■ Vends terrain industriel Hamoul, 2.000 m², clôturé, poste transf. Vends hôtel à Béni-Saf, 40 chambres, côté port – 0790.13.89.12

■ Vente d'un terrain de 2.000 m², bien situé, dans la zone des sièges USTO-Oran avec 3 façades Nous contacter : 05.60.08.64.95

■ Terrain à vendre à Ain El-Turck (nouvelle coopérative de Saint Roch, de superficie de 202 m². Les papiers, décision. Contacter : 0558.47.32.52

L LOCAUX

■ A louer 02 gds hangars, charpente métallique, sup 600 m² chacun, recouverte de plaques polystyrène, complètement avec eau, électricité + F motrice, conviendrait poulet de chair, situé à Sidi Ali Boutlélis, Oran – Tél : 0771.66.26.96

■ Vends cafétéria (complet) plus F3, au 1^{er} étage, centre-ville d'Oran – Tél : 0790.13.89.12

■ Location d'un local de 110 m², avec mezzanine de 40 m², situé à USTO – Oran convient Agence de voyages – Assurances – Banque et autres. Nous contacter: 0560.08. 64.95

D DIVERS

■ A louer numéro de taxi à Oran ; contrat d'une année Tél : 0794.24.72.23

■ Dame médecin de famille donne consultations et soins au cabinet et à domicile (rhumatisme, tension, diabète, grippe...etc) Oran – Tél : 0776.73.27.88 y compris week-end et jours fériés

■ Promotion en formation du bien-être, esthétique, cosmétique et métiers associés à l'école de formation professionnelle UNIVBEAUTÉ. 04, rue Ezzaoui Mustapha, Gambetta Oran – FB : Ecole Uni-Beauté Tél : 041.83.42.42/ 0770.00.53.43

PENSÉE
*A la mémoire de
notre cher et
regretté père et
grand-père
M. BECHIR
Mohamed Adjel*

A vendre des appartements promotionnels
*F4 et F5, grand standing de 160 m², 2 par palier
(Idéal pour 2 familles proches).*

Avec box, bien situés, à Fernand-ville Oran - Tel : 0550.43.41.87

Digitized by srujanika@gmail.com

الدبيون العمومي للبيع بالمزاد و التقييم - الأستاذ فلاحى توفيق - محافظ البيع بالمزادية دائرة اختصاص محكمة و هران العنوان: 13 شارع الحبيب بوسته كارطا و هران - النقال: 0770.31.69.47 - الهاتف الثابت: 041.80.12.79
fellahitou@gmail.com
 اعلن بيع محجوزات بالمراد العلنى
 بالتعهدات المختومة فقط تاريخ البيع 02/12/2023
 مكان البيع: مكتب محافظ البيع على الساعة العاشرة صباحا
 بعد تخلٍي الأستاذة سليماني نور الهوى مصقررة قصانة عن الملف و لفائدته قليلش عبد الكمال - بوراد نور الدين - ماج بوب ضد الشركة الجزائرية للإنجازات و البناء للوسيط جاسى عامر و هران ستشروع فى عملية البيع لحصة وحيدة كما هو مبين فى الجدول.
 مكان زيارة الحصة: الشركة الجزائرية للإنجازات و البناء للوسيط جاسى عامر

Société industrielle privée, sise à Sidi Bel-Abbès, recrute dans l'immédiat

Comptable confirmé.

Profil :

- Diplôme dans la filière
- Expérience requise
- Résider à Sidi Bel-Abbès
- Dynamique, autonome, ayant le sens de la communication et de la responsabilité.
- Libre de tout engagement

Avantage : Salaire à débattre

Adresser : Lettre de motivation + CV à Zone industrielle lot n°100 Sidi Bel-Abbès ou Mail : **tplast_algerie@yahoo.fr**

•2

12.00 Tout le monde veut prendre sa place
12.55 Météo 2
13.00 Journal 13h00
13.20 13h15, le dimanche
14.15 Grand Chelem 2022
15.20 XV/15
15.50 Rugby : Tournoi des Six Nations
18.20 Les enfants de la télé
19.25 Les enfants de la télé, la suite
19.50 Météo 2
20.00 Journal 20h00



21.10 Tomb Raider

Film d'action - Grande-Bretagne - Etats-Unis - 2018
Avec Alicia Vikander, Dominic West, Walton Goggins, Kristin Scott Thomas
En mai 2009, Lord Richard Croft, explorateur et aventurier, décide de se rendre sur une île japonaise pour retrouver la tombe d'une ancienne reine devenue une puissante sorcière. De nos jours à Londres, sa fille Lara, la vingtaine, sportive accomplie, mène une vie simple et modeste. La jeune femme refuse de considérer que son père, porté disparu depuis 7 ans, est mort.

•3

21.10 Meurtres en eaux troubles



Série policière - Allemagne - Autriche - 2022
Saison 1 - Episode 15
- Parmi les loups
Avec Matthias Koeberlin, Harry Prinz, Stefan Pohl, Christopher Schärf
Hans-Joachim Hoppe, adepte de la chasse aux grands prédateurs, réside dans une pension tenue par Melanie Bodenbach, la mère d'un garçon mutique qui dessine des loups de façon compulsive. Un jour, le locataire est retrouvé percé dans une ancienne fosse à loups.



21.10 Fraternité

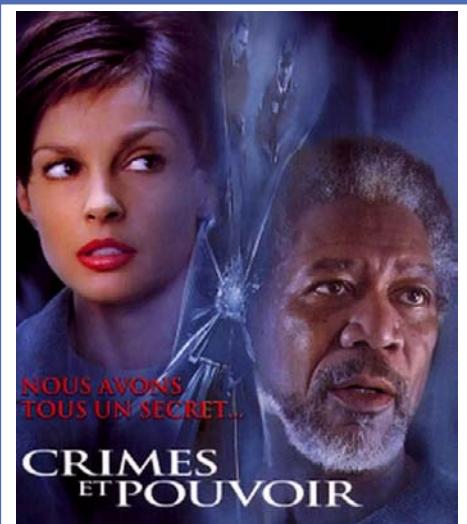
Pièce de théâtre proposée dans le cadre de la journée de la Fraternité. En 2021, un cataclysme décime une partie de l'humanité. Il ne reste aucune trace de survivants. Pour pallier à ce vide et entretenir la mémoire émotive et collective, un nouveau type de centre social : les «Centres de Soin et de Consolation» est mis en place. Là-bas, les rescapés comblent l'absence, apprivoisent l'écoulement du temps et ravivent les souvenirs. Malgré les destinées tragiques se dessinent un formidable avenir rempli d'espoir.

arte

c8

09.14 Un jour, une question
09.18 La p'tite librairie
09.20 Silence, ça pousse !
10.15 Echappées belles
11.55 Au bout c'est la mer
12.30 C l'hebdo
13.30 C Médiafrica
16.15 Des trains pas comme les autres
18.20 C'est bon à savoir
18.25 C politique
20.00 C politique, la suite
20.55 Hezbollah, l'enquête interdite
23.45 Frantz Fanon, trajectoire d'un révolté

09.05 L'héritage rouge : Les artistes et le passé socialiste
09.30 Twist
10.05 Les orpailleurs des mers aux Philippines
13.30 L'affaire Pélican
15.45 Naachtun : La cité maya oubliée
17.30 La Folle Journée de Nantes 2023 . Ode à la nuit
19.30 Karambolage
19.45 Arte journal
20.05 27
20.50 RoboCop
22.30 Paul Verhoeven, cinéaste de la provocation
23.25 Sa dernière course chez Labro



RTL9 20.55

CRIMES ET POUVOIR

Thriller - Etats-Unis - 2002

Avec Ashley Judd, Morgan Freeman, Jim Caviezel, Jude Ciccolella
Claire Kubik, avocate de renom, mène une vie agréable auprès de son mari, Tom. Mais voilà que celui-ci est arrêté par le FBI. Claire découvre alors qu'il lui a caché son passé de soldat. De son vrai nom Robert Chapman, il est accusé d'avoir massacré des civils au Salvador, douze ans auparavant. Claire décide de le défendre et fait appel à un avocat militaire à la retraite, Charlie Grimes, pour l'assister.

TFX 21.05

WASABI

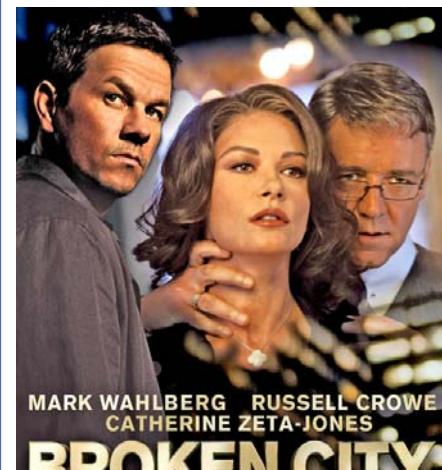


Comédie - Japon - France - 2001

Avec Jean Reno, Yoshi Oida, Carole Bouquet, Christian Sinniger
Hubert Fiorentini, un commissaire de police au cœur tendre mais aux méthodes parfois un peu trop brutes, n'est jamais remis du départ de sa femme, Miko, presque vingt ans plus tôt. Mis à pied pour avoir malmené le fils du préfet, il profite de ce congé pour se rendre à Tokyo, où doivent justement avoir lieu les obsèques de son ex-femme, qui a fait de lui son légataire testamentaire. Là-bas l'attend une surprise de taille qui va changer sa vie. En effet, lui présente sa fille, dont il se retrouve tuteur jusqu'à ses dix-huit ans, deux jours plus tard.

OCS MAX 21.00

BROKEN CITY



Thriller - Etats-Unis - 2013

Avec Mark Wahlberg, Russell Crowe, Catherine Zeta-Jones, Jeffrey Wright
Billy Taggart, policier de New York, échappe à une condamnation pour meurtre après une intervention discrète du maire Hostetler. Il est néanmoins démis de ses fonctions et sept ans plus tard, Billy est détective privé. C'est alors que Hostetler, peu de temps avant les prochaines élections, fait appel à lui pour surveiller sa femme Cathleen, qu'il soupçonne de voir un homme. Billy la suit et découvre qu'elle est proche de Paul Andrews, directeur de campagne de Jack Valliant, adversaire de Hostetler dans la course à la mairie.

TÉLÉVISION

TF1



21.10 Ocean's 8



Film policier - Etats-Unis - 2018

Avec Sandra Bullock, Cate Blanchett, Anne Hathaway, Mindy Kaling

En liberté conditionnelle, Debbie, soeur du défunt Danny Ocean, vient tout juste de sortir de prison après cinq ans d'incarcération. La jeune femme, qui affecte de vouloir désormais mener une vie normale, s'empresse, une fois revenue dans les rues de New York, de vivre de petites escroqueries et larcins. Mais, résolue à viser plus gros, elle reprend contact avec une ancienne complice, Lou, pour organiser un cambriolage des plus ambitieux, celui du Met Ball.

M6

21.10 Capital



21.10 Capital

Présenté par Julien Courbet
Depuis le 1er janvier 2023, les emballages jetables sont interdits dans la restauration rapide et collective. Mais pour les enseignes concernées, sa mise en place est un casse tête logistique entraînant un surcoût monstrueux. Alors que les particuliers, eux, voient leur facture d'ordure ménagère augmenter, leurs déchets ne sont toujours traités dans les règles.

CANAL+



21.05 Rugby : Top 14



- Stade Français Paris / Bordeaux-Bègles
Ce choc du haut de tableau s'annonce riche d'enseignements. Deuxièmes derrière Toulouse après quinze matchs, Joris Segonds et les Parisiens affrontent un pack girondin qui semble avoir retrouvé la confiance et son jeu collectif efficace en remontant à la quatrième place. Pour autant, les Stadiistes affichent des statistiques impressionnantes avec une série de quatre victoires d'affilée au terme de la 15e journée.

PLANÈTE +



09.07 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
12.18 Mystérieux objets

13.59 Abraham Lincoln
15.48 Desert One

17.40 Les chevaliers Templiers et le Saint-Graal

19.12 American Pickers, la brocante made in U.S.A.

20.55 A380 : Le dernier envol de l'avion roi

22.34 Mystérieux objets

TFX



09.25 Friends
14.10 How I Met Your Mother

21.00 Petits plats en équilibre

21.05 Wasabi

22.55 Une heure de tranquillité

TF1



09.30 The Middle
18.10 Parents mode d'emploi

21.10 Quotidiens hors du commun

22.50 Bienvenue à bord

W9



09.40 HDM : L'hebdo de la musique

10.50 Génération Top 50

12.45 Météo

12.50 Bull

17.00 Kaamelott

21.05 Les reines du ring

22.50 Bienvenue à bord

Bélier 21-03 au 20-04

Si vos projets financiers rencontraient un obstacle particulier, vous seriez sans doute vraiment dégoûté.

Taureau 21-04 au 21-05

Une décision importante pourrait se prendre sans vous. Elle vous semble prise un peu trop à la hâte.

Gémeaux 22-05 au 21-06

Prenez le temps pour faire quelques mouvements de gymnastique matinale.

Cancer 22-06 au 22-07

Ne laissez pas vos affaires professionnelles ou financières prendre le pas sur vos désirs personnels.

Lion 23-07 au 23-08

Vous pensez qu'on pourrait vous devancer dans une affaire sérieuse dans laquelle vous vous impliquez.

Vierge 24-08 au 23-09

Vous connaîtrez la sensation que le monde entier est à vos pieds. Vous penserez avoir réalisé l'exploit de l'année.

Balance 24-09 au 23-10

Laissez la chance vous provoquer dans les affaires. Peu importe ce qui arrivera, vous ne risquez rien d'essayer à condition de garder la tête froide.

Scorpion 24-10 au 22-11

Vous avez des doutes au sujet de la réalisation d'un projet qui vous tient à cœur.

Sagittaire 23-11 au 21-12

Les histoires de cœur et d'amour ne seront pas vraiment au rendez-vous aujourd'hui, cela vous laisse tout le temps de vous occuper de vos affaires personnelles.

Capricorne 22-12 au 20-01

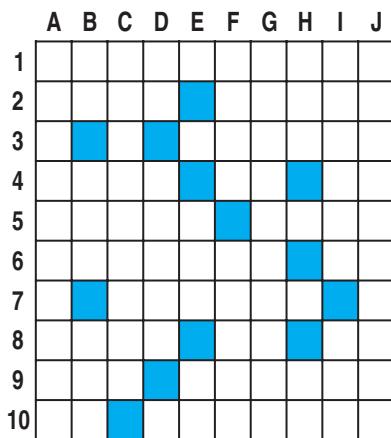
Vous ressentez une certaine gêne passagère face à une proposition en apparence sérieuse.

Verseau 21-01 au 18-02

Quelque chose d'important va survenir ce qui clarifiera certains points primordiaux dans votre vie.

Poissons 19-02 au 20-03

Avec le moral que vous aurez, vos craintes au sujet de l'avenir sont totalement sans fondement.



Horizontalement: Verticalmente:

- Pour faire le beau, il fait la roue.
 - Bonde. Vintage.
 - Danse de scène très french.
 - Jules en a une, Emile aussi. Grecque.
 - Bandé d'annonce.
 - Telle qu'indiquée. Morceau de bœuf.
 - Touchée vraiment. Soleil levant.
 - Rocailleuse.
 - Marquises et Vierges en Polynésie.
 - A mes aïeuls ! Pronom.
 - Enclume de dinandier.
 - Il faut lui rendre ce qui lui appartient.
 - Préposition.
 - Avec sa bande, il fait des pouponnées avec les doigts.
- Endosse l'imperméable.
 - Noter en marge.
 - Mal exprimé.
 - Vieux hélas !
 - Articulations.
 - Conjonction.
 - Le fis en coup de vent.
 - Liquide dans le trouble.
 - Forme de société.
 - Mise à l'envers.
 - Bien à cheval.
 - Fieilleuses.
 - Ainsi de suite.
 - Symbolé du 10.
 - Découverte de Herschel.
 - Prix Nobel de la paix 1998 et 2001.
 - Marronnier.

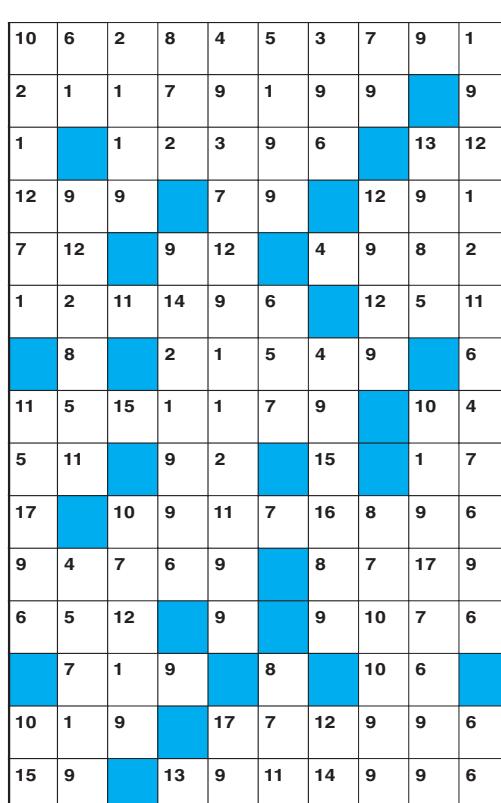


ABATTRE – ANAGRAMME – AVEC – BETALE – BLAZER – BOISSON – CHENIL – CIVILISATION – CONTRARIER – DARD – DECISION – DEPUTE – DESINVOLTURE – ESCARMOUCHE – ESSORER – EXTENSION – FIOLE – FOIE – GUERISON – INDIFFERENCE – LAME – MEULE – MILIEU – MINE – MODE – MONSTRE – NOUVEAUTE – ONDE – PLAISIR – PONCTION – RESPECT – RONCE – SABLE – SIRENE – TESTAMENT – TEXTE – TOURNER.

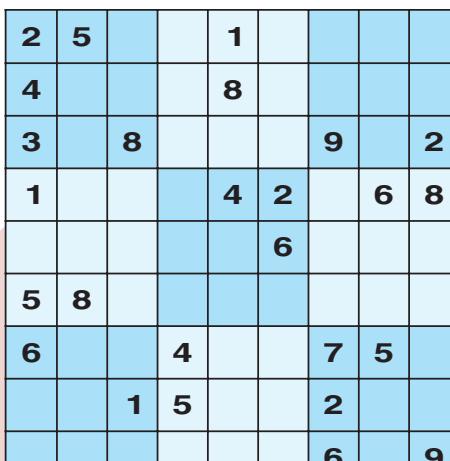
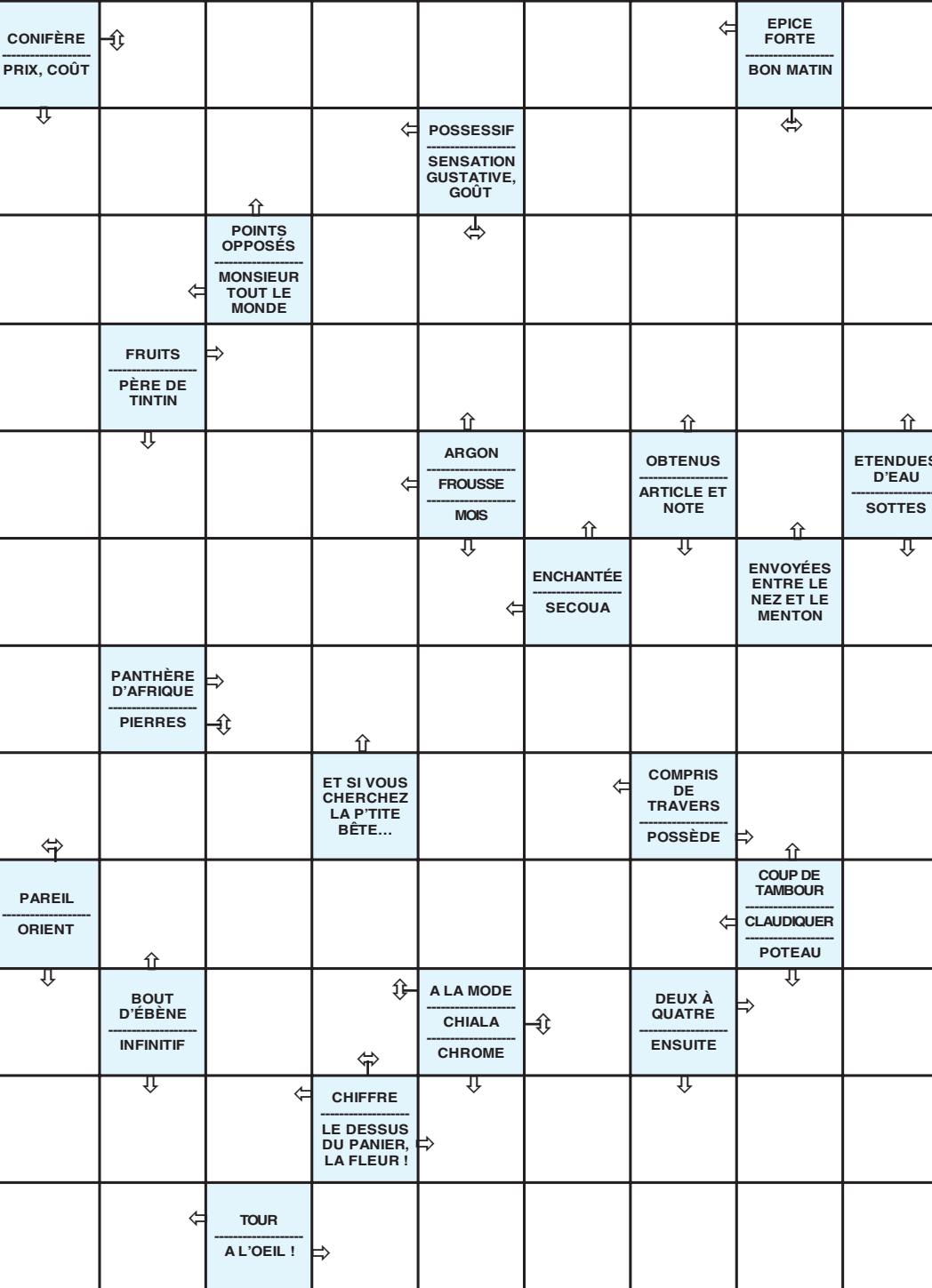
Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est une céréale.
- Mon 2e est un gardien de but.

Mon tout se marre.



Jeux proposés par Chérifa Benghani

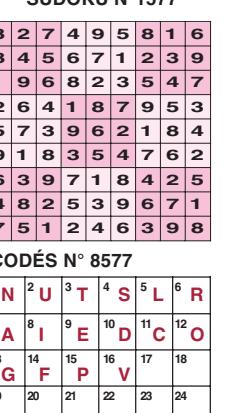


FLECHES N° 8577

CROISÉS N° 8577

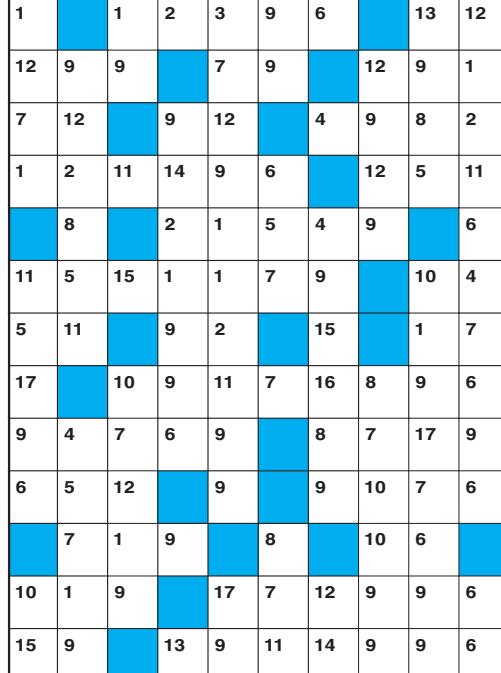


SUDOKU N° 1577



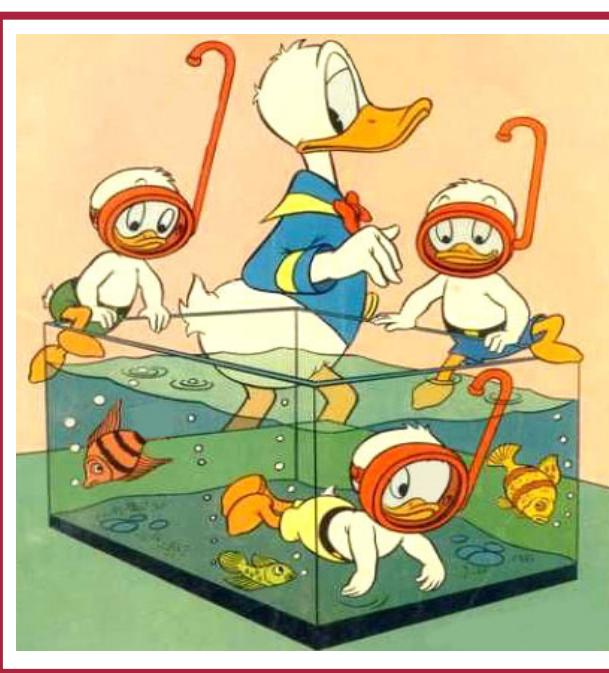
FOUILLIS N° 8577:

PARFOIS (Part - Foie)

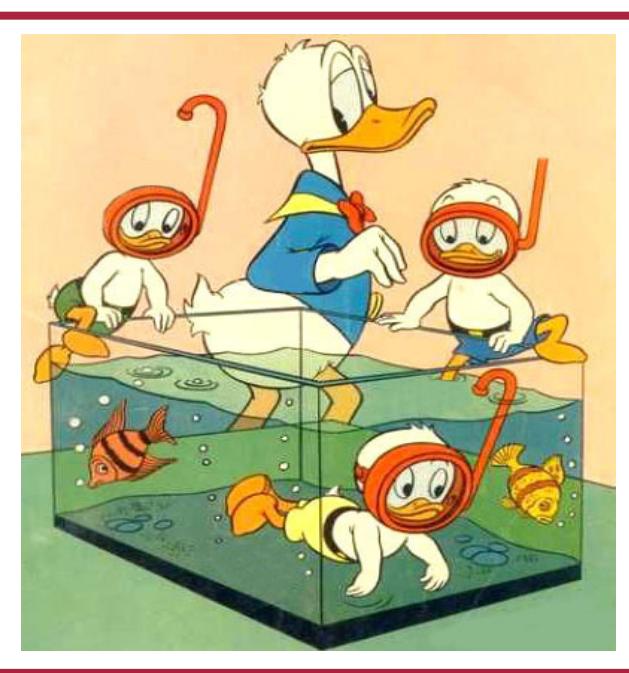


SUDOKU N° 1578

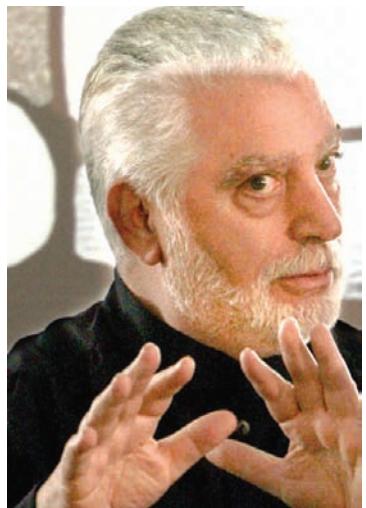
CODES N° 8578



10 ERREURS



Le couturier espagnol Paco Rabanne est mort à l'âge de 88 ans



Le couturier espagnol Paco Rabanne, aussi célèbre pour ses tenues en métal que pour ses déclarations excentriques, est décédé vendredi à l'âge de 88 ans en France, où sa famille s'était réfugiée en raison de la guerre civile espagnole. «Avec une profonde tristesse, Puig annonce le décès de Paco Rabanne», a annoncé dans un communiqué le groupe catalan qui possède la marque portant son nom, célébrant sa vision «audacieuse» et ses codes «radicalement modernes».

Le couturier est mort dans le village de Portsall, en Bretagne, où il habitait, a précisé à l'AFP un porte-parole. «Personnalité majeure de la mode, sa vision était audacieuse, révolutionnaire et provocatrice, véhiculée par une esthétique unique. Il restera une importante source d'inspiration pour les équipes de mode et de parfum de Puig, qui travaillent ensemble en permanence pour exprimer les codes radicalement modernes de M. Paco Rabanne», a déclaré Marc Puig, PDG du groupe, cité dans le communiqué.

Chili : au moins 13 morts dans plus de 200 incendies de forêt



Le gouvernement va s'attaquer à un dossier lourd et compliqué. En tous points de vue, la prise en charge d'un schéma national d'aménagement du territoire annoncée par le ministre de l'Intérieur, projetée sur les horizons de 2030, sera une œuvre de longue haleine. Il était toutefois de bon augure qu'elle soit amorcée. Redonner un nouveau visage à ce schéma est d'abord une entreprise de modernité et s'appliquer à le simplifier permettra une fluide concordance à l'ensemble du dispositif législatif national pour consolider les innombrables nerfs vitaux qui régissent la vie du pays.

Dans ce domaine d'abord, il est question de se pencher sur toutes les bizarries qui touchent plusieurs localités. La première

Au moins 13 personnes sont mortes vendredi dans plus de 200 incendies de forêt survenus dans le centre du Chili, où sévit une intense vague de chaleur, ont annoncé les autorités qui ont déclaré plusieurs régions en état de catastrophe. «Nous déplorons 13 morts au total, 11 dans la ville de Santa Juana (région de Biobio), un pilote de nationalité bolivienne et un mécanicien de nationalité chilienne qui se sont écrasés dans un hélicoptère qui luttait contre les feux», a dé-

claré Mauricio Tapia, directeur national adjoint du Service national de prévention et de réponse aux catastrophes (Senapred).

Le crash de l'appareil s'est produit dans le secteur de Galvarino, dans la région de La Araucanía. Les autorités ont recensé 22 blessés, dont 8 dans un état grave, ajoutant que plus de 200 incendies ont jusqu'à présent dévasté plus de 40.000 hectares et complètement détruit 97 habitations. Sur les 204 feux actifs, 56 sont hors de contrôle.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

UN DOSSIER LOURD

d'entre elles concerne les appellations. Il est en effet notable que certaines sont encombrées par des noms dits qui frisent la farce sinon la drôlerie. On sait d'où vient le galvaudage désappointant des appellations de certains recoins du territoire et même de certaines cités urbaines, né souvent de quelques humeurs personnelles ou d'initiatives primaires que l'on a collées malencontreusement et sans fondement à des repères aléatoires de la culture populaire. Point de références à des faits marquants de l'Histoire algérienne ni aux splendeurs de la nature.

De l'aveu du ministre de l'Intérieur s'impliquer en profondeur dans le schéma

national d'aménagement du territoire n'est pas une sinécure. Laborer avec sérieux laisse présager une délicatesse et un art de la part de spécialistes avérés et variés dans de nombreux domaines. Ses multiples incidences sur la vie courante d'une large partie de la population algérienne avec le risque d'une négative synergie de sa part iront jusqu'au domaine des patrimoines et des biens et on devine la lourde charge qu'aura sur le dos l'administration en général.

A l'évidence, le gouvernement n'est pas sans savoir la complexité de ce qui apparaît comme une véritable révolution. Il ne versera pas dans une foulée hâtive pour rester dans la précipitation habituelle du passé puisque l'opération est programmée sur les dix ans à venir.

Nouvelle aide militaire américaine à l'Ukraine



Les Etats-Unis ont annoncé vendredi une nouvelle aide militaire de plus de 2 milliards de dollars à l'Ukraine, incluant des bombes tirées depuis le sol qui pourraient quasiment doubler la portée de la force de frappe ukrainienne contre les Russes.

Il s'agit des «GLSDB», des bombes de petit diamètre fabriquées par Boeing et Saab, pouvant voler jusqu'à 150 km et donc menacer des positions russes derrière les lignes de front. «Cela leur donne une capacité de plus longue portée (...) qui leur permettra de mener des opérations de défense de leur territoire et de reprendre leur territoire souverain», a précisé à la presse le porte-parole du Pentagone, Pat Ryder.

L'Ukraine demande aux Etats-Unis des munitions pouvant aller plus loin que les roquettes HIMARS (80 km). Ces GLSDB peuvent donner aux forces ukrainiennes la capacité de frapper des positions dans le Donbass, les régions de Kherson et Zaporijia et le nord de la Crimée.

Inde : plus de 2.000 arrestations dans un coup de filet anti mariage d'enfants



Plus de 2.000 personnes ont été arrêtées vendredi dans le nord-est de l'Inde dans un coup de filet contre la pratique illégale des mariages d'enfants, a indiqué la police. L'Inde compte plus de 220 millions de mariées mineures, selon des chiffres de l'ONU, mais le nombre de mariages d'enfants a fortement chuté depuis le début du siècle.

La campagne de deux semaines dans l'Etat d'Assam a commencé vendredi après l'appel du Premier ministre de cet Etat, Himanta Biswa Sarma, à l'aide du public pour l'abolition d'une «pratique malfaisante». Selon M. Sarma, presque une femme sur huit dans l'Etat d'Assam a été enceinte avant l'âge de 18 ans, ce qui a engendré des taux de mortalité infantile et maternelle élevés.

Le directeur général de la police d'Etat, GP Singh, a annoncé que 2.044 personnes avaient été arrêtées, dont 52 prêtres et responsables locaux ayant permis des mariages d'enfants. M. Singh a précisé que des filles étaient mariées dès l'âge de 12 ans à des hommes. Selon lui, la police a recensé un total de 4.074 cas devant faire l'objet d'une enquête.